Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1909 — ROMA — Venerdì, 16 aprile — Numero 90.

DIREZIONE — *Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | AMMINISTRAZIONE — *Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. ***10*** *— nel Regno cent.* ***15*** *— arretrato in Roma cent.* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte ufficiale.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero **143** *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di commercio e di navigazione fra l'Italia e l'Egitto, firmata in Alessandria d'Egitto il quattordici luglio millenovecentosei, e le cui ratifiche furono scambiate in Cairo il sedici febbraio di quest'anno.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 marzo 1909.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI — MIRABELLO — LACAVA — COCCO-ORTU.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

CONVENZIONE
di commercio e di navigazione fra l'Italia e l'Egitto
(14 luglio 1906).

Les soussignés, M. le marquis Salvago Raggi, Agent diplomatique et Consul général d'Italie en Egypte, et Son Excellence Boutros Ghali Pacha, Ministre des affares étrangères du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs et, en ce qui concerne l'Egypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les firmans impériaux, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Egypte.

Les ressortissants italiens en Egypte et les égyptiens en Italie pourront librement entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux et ports dont l'entrée est ou serait permise aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée et ils jouiront réciproquement, en ce qui concerne le commerce et la navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans qu'ils aient à payer des taxes ou droits plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Art. 2.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Egypte et les produits du sol ou de l'industrie de l'Egypte qui seront importés en Italie ne seront pas soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les produits similaires originaires du pays étranger le plus favorisé et en provenant dans les mêmes conditions.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir l'une envers l'autre aucune prohibition d'importation. Toutefois, chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'édicter des prohibitions d'importation dans l'intérêt de la sécurité ou de la moralité publiques, sous la condition que ces prohibitions seront applicables aux autres nations.

Cette dernière restriction n'est pas applicable aux prohibitions ou restrictions temporaires d'entrée ou de transit que l'une ou l'autre des Parties contractantes jugerait nécessaire d'édicter pour protéger la santé publique, pour empêcher la propagation d'épizootie ou la destruction des récoltes ou pour protéger les plantes utiles.

Art. 3.

Les articles destinés à être exportés d'Egypte en Italie ou de l'Italie en Egypte ne pourront être frappés en Egypte et, respectivement, en Italie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation des dits articles à destination du pays étranger le plus favorisé.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir l'une envers l'autre aucune prohibition d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. 4.

Les Parties contractantes conviennet que pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que le transit, tous les privilèges, faveurs ou immunités quelconques que l'une des Parties contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accorder à tout autre pays seront étendus immédiatement et sans compensation ou autre condition quelconque aux ressortissants, au commerce et à la navigation de l'autre Partie contractante.

Art. 5.

Quel que soit le port de départ des navires et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires italiens en Egypte et, réciproquement, les navires égyptiens en Italie, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navirs nationaux et les navires de la nation la plus favorisée.

Cette stipulation s'applique aux règlements locaux, aux taxes et aux autres droits ou charges de toute espèce dans les ports, bassins, docks, rades et havres, des pays contractants, au pilotage, et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tout bâtiment considéré comme italien par la loi italienne et tout bâtiment considéré comme égyptien par la loi égyptienne, sera reconnu comme tel par les Parties contractantes.

Il est fait exception aux dispositions qui précèdent pour le cabotage et la navigation intérieure, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux pays.

Les articles, quelle qu'en soit la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés pas les navires de l'une des Parties contractantes, ne pourront être soumis, dans les territoires de l'autre Partie, à des restriction autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis ces mêmes articles s'ils étaient importés ou exportés par les navires nationaux ou par des navires de la nation la plus favorisée.

Art. 6.

Le Gouvernement égyptien s'engage à ne soumettre les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie à aucun droit excédant 8 0[0 *ad valorem*, à l'exception des articles ci-après :

a) alcools dulcifiés ou aromatisés (liqueurs) ne contenant pas plus de 50 degrés d'alcool pur; sucres raffinés; bois de construction et autres, - qui pourront être portés jusqu'à 10 0[0 *ad valorem*;

b) alcool au dessus de 50 degrés; pétroles; animaux - qui pourront être portés jusqu'à 15 0[0 *ad valorem*.

Art. 7.

Les droits d'importation *ad valorem* en Egypte sur les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie seront calculés sur la valeur de l'article importé dans le lieu du chargement ou d'achat, valeur majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Afin de fixer pour une période déterminée la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés, l'Administration des douanes égyptiennes invitera, par un avis communiqué au Consulat d'Italie, les commerçants italiens intéressés dans le commerce des dits articles à procéder, en commun avec elle et les commerçants intéressés des autres nationalités, à l'établissement d'un tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le tarif ainsi établi sera communiqué par la douane égyptienne au Consulat d'Italie à Alexandrie et sera en même temps officiellement publié.

Il sera considéré comme officiellement reconnu en ce qui concerne les produits et ressortissants italiens au cas où le Consulat d'Italie n'y aurait pas fait une opposition formelle pendant la quinzaine qui suivra la pubblication officielle et la communication conforme adressée à ce Consulat.

Art. 8.

Les droits d'exportation seront perçus en Egypte à un taux qui n'excédera pas 1 0[0 *ad valorem*.

Il appartiendra à l'Administration des douanes égyptiennes de faire établir, d'accord avec les commerçants intéressés, la valeur des articles d'exportation pour une période déterminée.

Les tarifs ainsi établis pour les articles non tarifés mensuellement seront communiqués par la douane égyptienne au Consulat d'Italie à Alexandrie et ne seront applicables aux ressortissants italiens que si ce Consulat n'y fait pas une opposition formelle dans la huitaine qui suivra cette communication.

Les marchandises italiennes réexportées ne paieront pas le droit d'exportation pourvu que leur importation régulière dans le pays ait été dûment constatée. Ces mêmes marchandises jouiront du remboursement des droits payés à l'importation, moins 1 0[0, à condition qu'elles ne soient pas sujettes à dépérissement ou détérioration et que la réexportation ait lieu dans les six mois du retrait.

Art. 9.

Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises italiennes passant par l'Egypte, sans distinction, qu'elles soient transbordées d'un navire à l'autre ou placées dans des entrepôts réels ou transportées par voie de terre à travers le territoire égyptien; mais les charbons embarqués en Egypte continueront à être soumis à un droit équivalent au droit d'exportation, c'est-à-dire 1 0[0 *ad valorem*. Toutefois, cette taxe ne sera pas perçue sur les charbons embarqués à bord des navires de guerre italiens.

Art. 10.

En ce qui concerne les axes intérieures prélevées pour le compte, soit de l'Etat, soit d'une tcommune ou d'un corporation quelconque à titre de taxes sur les consommations ou de droit d'accise de quelque espèce que ce soit, chacune des Parties contractantes s'engage à faire participer l'autre à tous les avantages, privilèges, ou abaissements de tarifs dont elle pourrait avoir permis la jouissance à tout autre Etat. De même, chacune des deux Parties contractantes jouira immédiatement et sans conditions de tous privilèges ou

immunités que l'autre pourra, par la suite, accorder à toute autre Puissance.

Le Gouvernement égyptien s'engage, en outre, à ce qu'il ne soit prélevé aucune taxe de consommation, ni droit d'accise, sur les marchandises d'importation autres que les suivantes:

boisson (sauf le vin, qui ne pourra être frappé d'aucune surtaxe); liquides; comestibles; fourrages; matériaux de construction - lesquelles pourront être frappées de droits intérieurs dont le total ne pourra excéder 2 °|o *ad valorem*. Il est toutefois entendu que, dans aucun cas, les produits italiens ne pourront être frappés de droits intérieurs plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production égyptienne.

Les règlements concernant les taxes spéciales et les droits accessoires en douane, tels que les droits de factage, d'entrepôt, droit de dépôt, de quai, de grues, d'écluses, de tamkin, de plombage, de laissez-passer, de déclaration, de pesage, de mesurage et tous les autres droits semblables perçus à titre rémunératoire, seront appliqués par les douanes de chacune des deux parties contractantes aux ressortissants et aux marchandises de l'autre pays, de la même manière qu'aux ressortissants et aux marchandises de la nation la plus favorisée.

Art. 11.

Le tabac de toute espèce, le tombac, le sel, le salpêtre, le natron et le hachiche sont exclus des stipulations de la présent convention.

Art. 12.

Le Gouvernement égyptien se réserve le droit de prohiber l'importation d'armes de toute espèce, des munitions de guerre, de la poudre et d'autres matières explosibles.

Toutefois, l'importation des objets spécifiés dans le tableau ci-annexé demeurera permise selon les dispositions du règlement de police égyptien également ci-joint, et les droits auxquels ils seront soumis ne dépasseront pas le taux fixé par les dispositions de l'article 6.

En ce qui concerne l'importation et le trafic des objets spécifiés dans le présent article, les ressortissants italiens et les marchendises italiennes ne seront, dans aucun cas, soumis à des restrictions plus étroites ni à des taxes plus élevées que celles auxquelles seront resujettis les ressortissants de la nation la plus favorisée et les sujets égyptiens les plus favorisés, ainsi que les marchandises étrangères et égyptiennes les plus favorisées.

Art. 13.

Les objets passibles d'un droit de douane, qui sont importés comme échantillons par des marchands, des industriels et des voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés sans avoir été vendus, et sous réserve de l'accomplissement des formalités de douane nécessaires pour la réexportation ou la mise en entrepôt.

Le délai accordé pour la circulation de ces échantillons sera fixé lors de leur importation et ne pourra être réclamé pour plus d'un an. La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays immédiatement au premier lieu d'entré, soit par le dépôt du montant des droits de douane, soit par un cautionnement.

Les échantillons importés dans l'un des deux pays par des voyageurs de commerce pourront, après leur admission par l'autorité douanière du premier lieu d'entrée et durant le délai accordé pour leur circulation, être expédiés par mer à d'autres endroits du même pays, sans être soumis à un renouvellement des formalités d'entrée, moyennant une déclaration de transport faite à l'autorité douanière compétente.

Art. 14.

Sont exemptes de toute vérification dans les douanes égyptiennes, aussi bien que du payement des droits à l'entrée et à la sortie, les objets d'usage et effets personnels appartenant aux titulaires ou gérants de l'Agence diplomatique d'Italie ou d'un Consulat ou d'un Vice-consulat, lorsqu'ils sont de carrière (missi) et qu'ils n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie et ne possèdent ni exploitent des biens fonds en Egypte.

La même franchise est accordée pour l'Agence diplomatique à deux officiers de cette Agence et dans chaque Consulat à un officier de ce Consulat, à la demande de l'Agent diplomatique ou du Consul, à la condition toutefois que ces officiers appartiennent à la catégorie des fonctionnaires qui sont nommés par décret souverain et auxquels le commerce est absolument interdit.

Art. 15.

Dans les principaux ports, autant que l'intérêt du commerce l'exigera, le Gouvernement égyptien établira des entrepôts où les articles importés pourront être déposés contre un droit de magasinage et, à défaut d'établissements publiques de ce genre, il permettra d'entreposer les marchandises dans les magasins privés sous la double fermeture de l'autorité douanière et du détenteur, et contre payement d'un droit de surveillance conformément au règlement douanier. Le délai d'entreposage des marchandises n'excèdera pas 12 mois, pendant lesquels les importateurs auront la faculté de les réexporter sans payer des droits d'importation ou d'exportation. Passé ce délai, les marchandises seront passibles de l'intégralité des droits d'importation.

Art. 16.

Les capitaines des bâtiments de commerce ayant à bord des marchandises à destination de l'Egypte seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination ou au plus tard dans les 36 heures qui suivront leur arrivée, de déposer à la douane deux copies exactes de leur manifeste, certifiées par eux conformes à l'original. De même, ils doivent avant leur départ d'un port égyptien déposer à la douane une copie du manifeste relatant les marchandises chargées sur leur navire.

Le manifeste original, soit à l'arrivée soit au départ, sera présenté en même temps que les copies pour être comparé et restitué dans les 24 heures.

Les agents des bateaux italiens pourront se constituer garants pour l'accomplissement de toutes les formalités douanières prescrites par le règlement douanier. Les capitaines en seront, dès lors, dispensés.

Les employés de la douane ne peuvent procéder en aucun cas à la visite et à la perquisition à bord des bâtiments de commerce sans en avoir donné au préalable connaissance au Consulat d'Italie, pour donner aux autorités consulaires la faculté d'y assister. Cette notification devra être communiquée aux fonctionnaires consulaires à temps et en mentionnant l'heure où l'on procédera à ces formalités.

Dans le cas où la perquisition devrait être faite à bord d'un navire qui aurait séjourné pour une raison quelconque dans un port égyptien plus de vingt et un jours, il ne sera pas nécessaire d'en donner, au préalable, connaissance aux autorités consulaires.

Les excédents ou déficits que ferait ressortir la comparaison des manifestes avec la cargaison donneront lieu à une application des amendes prévues par le règlement douanier égyptien.

Art. 17.

Toute opération de douane en Egypte, soit à l'arrivée, soit au départ, doit être précédée d'une déclaration spéciale signé par le détenteur de la marchandise ou son représentant.

La déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elle doit énoncer le poids, le nombre, la mesure et la valeur.

Tout refus de faire la déclaration à l'arrivée ou au départ, tout retard apporté à la dite déclaration, toute différence en plus ou en moins entre les poids, nombre, mesure et valeur des marchandises et ceux portés sur la déclaration, donne lieu à l'application de la pénalité prévue par le règlement douanier égyptien.

La vérification douanière doit être faite dans les quarante-huit heures qui suivront la remise de la déclaration.

Art. 18.

Pour vérifier la valeur énoncée dans la déclaration, la douane peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que facture, police d'assurance, etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la douane peut percevoir les droits en nature.

Dans le cas de perception en nature, si les marchandises sont toutes de la même espèce, la perception des droits s'opère proportionnellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés, en se basant sur les prix indiqués par le négociant.

L'autorité douanière ne pourra pas demander que les droits soient payés en nature sur les articles dont la valeur n'est pas contestée.

Dans le cas où la marchandise dont la valeur est contestée serait indivisible, telle qu'une voiture, un piano, une pièce de machine, etc., la douane pourra prendre pour son compte la marchandise.

Lorsque la douane fait usage de ce droit, elle est tenue de faire connaître cette intention dans les trois jours, et, dans ce cas, le paiement du prix de la marchandise déclaré par l'importateur, majoré de 10 0[0, ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur la dite marchandise, seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Art. 19.

Les marchandises introduites en contrebande, les navires, lorsqu'ils sont spécialement affrétés dans un but de contrebande, ainsi que tous les autres moyens de transport et tous instruments de contrebande, seront passibles de confiscation au profit du trésor, sans préjudice des droits de douane perçus ou dus dans le cas spécial et des amendes prévues par les règlements douaniers, pourvu que le délit soit dûment et légalement prouvé et que la décision de la Commission douanière soit communiquée sans délai à l'autorité consulaire italienne, dont dépend le propriétaire de la marchandise saisie.

La partie intéressée pourra, dans le délai de quinze jours, à compter du jour de la remise de la copie à l'autorité consulaire, faire opposition. Cette opposition sera portée devant la chambre commerciale du tribunal mixte.

Tant qu'il n'aura pas été rendu décision définitive, il ne pourra être disposé des marchandises saisies au profit du fisc égyptien, ni des moyens de transport et instruments de contrebande.

La douane pourra, néanmoins, procéder à la vente des marchandises et articles sujets à dépérissement. Le prix en provenant sera conservé en dépôt dans ses caisses jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue.

Si l'Administrations douanière egyptienne croyait devoir ne pas laisser passer des marchandises qu'elle considérerait comme appartenant à la catégorie des articles prohibés et que des italiens auraient importées par la voie régulière, elle fera immédiatement connaître par écrit, au Ministère égyptien des affaires étrangères, ainsi qu'à l'autorité consulaire italienne, les motifs du refus de livrer les marchandises.

Le Ministère égyptien des affaires étrangères, après entente avec l'autorité italienne, décidera s'il y a lieu de confirmer le refus de la douane, et dans ce cas le ressortissant sera tenu de réexporter les marchandises sans aucun délai; dans le cas contraire, l'Administration laissera passer librement les marchandises, après avoir perçus les droits réglementaires. Jusqu'à ce qu'une décision soit prise, les marchandises arrêtées resteront en dépôt à la douane, qui en sera responsable vis-à-vis de l'importateur.

Art. 20.

En cas de soupçon de contrebande, les agents de la douane égyptienne pourront aborder et saisir tout navire d'un tonnage de moins de 200 tonneaux, dans un rayon de dix kilomètres de la côte en dehors des eaux d'un port égytien; de plus, tout navier italien de moins de 200 tonneaux pourra être arrêté et saisi au-delà de cette distance, si la poursuite non interrompue a été commencée dans un rayon de dix kilomètres du litoral.

Procès-verbal du fait sera dressé avec le capitaine et copie de ce procès-verbal sera, sans délai, comuniquée au Consulat d'Italie.

Excepté dans le cas prévu dans les alinéas précédents de cet article et dans les alinéas 4 et 5 de l'art. 16, aucun navire italien ne pourra être abordé par les agents des douanes égyptiennes.

Il est entendu que le Gouvernement égyptien pourra, sans notification aux autorités consulaires italiennes, placer des gardes à bord de tout navire italien dans un port égyptien ou transitant par le canal de Suez; cette mesure ne devra, néanmoins, causer ni frais ni retard aux bâtiments auxquels elle serait appliquée.

Si la douane égyptienne a des raisons sérieuses pour présumer l'existence d'articles introduits en contrebande dans des endroits quelconques des districts frontières ou du canal de Suez, elle pourra procéder, dans les magasins ou demeures, à toute perquisition immédiate qu'elle jugera nécessaire. Un double de l'ordre de perquisition sera envoyé à l'autorité consulaire, qui devra assister à la perquisition ou s'y fera représenter sans occasionner aucun retard.

La stipulation de l'alinéa précédent ne sera pas applicable dans le cas ou la perquisition doit être faite dans un magasin indipendant du domicile ou dans des locaux servant exclusivement d'entrepôt ou de dépôt de marchandises. Dans ce cas, il suffira qu'un avis préalable de la visite soit donné au propriétaire ou à son representant ou, à défaut, à l'autorité consulaire.

Dans tous les cas où l'autorité consulaire n'assisterait pas à la perquisition, un procès-verbal devra être dressé et la copie en devra être communiquée sans delai au Consulat d'Italie.

Dans le cas où la douane procèderait à des perquisitions sans l'assistance consulaire et qu'elle n'aurait pas constate un délit de contrebande, elle sera responsable, indépendamment des conditions prévues par l'article 213 du code civil mixte, de tout dommage matériel qu'elle aurait occasionné à la propriété.

En cas de contestation, l'appréciation du fait et l'évaluation du dommage appartiendront à la juridiction mixte.

Les perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Art. 21.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie accepte l'application à ses ressortissants et à son commerce du règlement douanier ci-annexé.

Il demeure entendu qu'il ne pourra, pendant toute la durée de la Convention, être apporté aucun changement aux articles 2, 8, 11, 12, 15, 17, 18, 19, 27 et 33 à 41 du règlement susdit, ainsi qu'au dernier paragraphe de l'art. 5 si ce n'est avec le consentement de l'Agent et Consul général d'Italie.

Tonte facilité que le Gouvernement égyptien pourrait accorder dans l'avenir, par rapport à ses règlements douaniers, aux ressortissants, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de toute autre Puissance étrangère, est acquise aux ressortissants, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de l'Italie, qui en auront de droit la jouissance.

Art. 22.

Les stipulations de la présente convention ne s'appliquent pas:

1. Aux arrangements spéciaux actuels, ou qui pourraient intervenir ultérieurement, entre l'Egypte et les autres parties de l'Empire ottoman, placés sous l'administration directe de la Sublime Porte.

2. Aux dispositions que pourrait prendre le Gouvernement égyptien pour l'échange des marchandises indigènes ou étrangères avec es provinces soudanaises.

3. Aux faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'Italie à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le commerce de frontière, ni aux réductions et franchises de droits de douane accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts.

Art. 23.

Les modifications apportées au présent tarif des droits égyptiens par l'article 6 n'entreront en vigueur que lorsque les dites modifications deviendront également applicables à tous les autres pays.

Dans l'intervalle, les marchandises italiennes seront traitées, à leur entrée en Egypte, sur le pied de la nation la plus favorisée, et les importations italiennes ne seront dans aucun cas assujetties à des droits supérieurs à ceux fixés à l'article 6.

Art. 24.

Il est entendu que les marchandises venant de Turquie qui, y ayant acquitté les droits d'importation, sont accompagnées d'acquits de douane turque (Raftiehs), ne seront, en aucun cas, astreintes à un second paiement de droits d'entrée en Egypte, sauf le paiement de la différence en plus, dans le cas où les droits d'entrée en Egypte seraient supérieurs aux droits acquittés en Turquie.

Art. 25.

Les ressortissants italiens dans les eaux égyptiennes et les égyptiens dans les eaux italiennes sont autorisés à se livrer à la pêche dans les mêmes conditions que les nationaux: ils seront, en conséquence, pour ce qui regarde l'exercice de la pêche, soumis, aux mêmes conditions et sous les mêmes réserves, à tous règlements, droits, taxes, à l'égal des nationaux, auxquels ils seront entièrement assimilés.

Art. 26.

Les stipulations de la présente Convention s'appliquent à la Monarchie italienne, la colonie Erythrée exceptée.

Il est entendu que ces stipulations ne portent aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux ressortissants, aux bâtiments, à la navigation et au commerce italiens par les capitulations, traités et arrangements existants.

En conséquence, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de cette Convention.

Art. 27.

La présente Convention entrera en vigueur après l'échange des ratifications et aura force et valeur pendant vingt et un ans. Un an avant l'expiration de la septième et de la quatorzième année chacune des Parties contractantes aura la faculté de notifier à l'autre son intention de réviser ce traité, afin d'y introduire, d'un commun accord, les modifications suggérés par l'expérience.

En outre le Gouvernement italien se réserve de notifier à toute époque, au Gouvernement égyptien son intention de mettre fin, à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, aux stipulations du présent traité, en vertu desquelles le traitement de la nation, la plus favorisée est assuré, de part et d'autre, à l'importation, aux marchandises des deux pays.

Dans ce cas, les marchandises égyptiennes seraient soumises en Italie au tarif général et l'article 6 de la présent convention, applicables aux marchandises italiennes entrant en Egypte, pourrait être suspendu.

En foi de quoi, les soussignés ont signés la présente convention et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait, en double, à Alexandrie, le quartoze juillet mil neuf cent six.

(L. S.) SALVAGO RAGGI. *(L. S.)* BOUTROS GHALI.

(Annesso I).

Procès-verbal.

Au moment de signer la convention commerciale conclue à la date de ce jour entre l'Italie et l'Egypte, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes:

I. — Les bâtiments des compagnies italiennes de navigation qui entretiennent des communications régulières avec l'Egypte, ainsi que tous les navires italiens d'un tonnage supérieur à quatre cents tonneaux, auront, sans accomplissement préalable d'aucune formalité, le droit d'exercer le cabotage en Egypte.

II. — En ce qui concerne le commerce avec les provinces soudanaises, les ressortissants italiens et les marchandises italiennes jouiront de tous les avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux indigènes les plus favorisés, ainsi qu'aux marchandises étrangères ou indigènes les plus favorisées.

III. — En ce qui concerne la perquisition dans les magasins ou demeures sis dans les districts de frontière ou sur le Canal de Suez, telle qu'elle est prévue et réglementée par le paragraphe 5 de l'article 20 de la convention, si quatre heures après la remise du double de l'ordre de perquisition, l'autorité consulaire ne s'est pas fait représenter, elle sera considérée comme voulant s'abstenir et les agents de la douane seront autorisés à procéder à la perquisition.

Dans les localités des districts-frontières ou du Canal de Suez situées à plus d'une heure de distance du siège d'une autorité consulaire, les agents de la douane ne pourront procéder à une perquisition qu'en présence de deux témoins de nationalité italienne ou, à défaut, en présence de deux témoins étrangers.

IV. — Un exemplaire du tarif actuellement en vigueur des droits de factage à Alexandrie a été communiqué à M. le marquis Salvago Raggi par Son Excellence Boutros Ghali Pacha. Il a été convenu que pendant toute la durée de la Convention commerciale en date de ce jour, les droits portés à ce tarif ne pourront être majorés que d'accord avec l'agent diplomatique d'Italie.

V. — La Convention commerciale en date de ce jour dispose formellement que le tabac, sous toutes ses formes, est exclu des stipulations de l'arrangement.

Toutefois, pendant tout le temps que la Convention sera en vigueur, les cigares de fabrication italienne et les tabacs italiens accompagnés de certificats d'origine seront admis à l'importation en Egypte, aux mêmes conditions et moyennant le paiement des mêmes droits qui sont ou seront appliqués aux cigares et aux tabacs dont l'introduction est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, pendant toute la durée de la susdite Convention, les cigares et tabacs italiens en Egypte ne seront traités moins favorablement que ceux provenant de tout autre pays.

De même, pendant la durée de la convention, tous avantages qui viendraient à être ultérieurement concédés à n'importe quelle autre Puissance, en ce qui concerne le tombac, le sel, le salpêtre, le natron et le hachiche, seraient acquis de plein droit, sans compensation ou autre condition quelconque, au commerce et aux ressortissants italiens.

Il est entendu que les règlements édictés ou à édicter par le Gouvernement relativement au commerce de ces divers produits seront applicables aux ressortissants italiens, qui, en aucun cas, ne

pourront être soumis à un traitement moins favorable que les sujets locaux et les étrangers les plus favorisés.

Les dispositions de la convention commerciale de ce jour concernant les perquisitions s'appliquent également à ces articles.

VI. — Les échantillons de vin italien d'une contenance inférieure à 50 centilitres seront admis en Egypte enfranchise de douane, à la condition qu'il s'agisse réellement d'échantillons proprement dits, c'est-à-dire représentant des vins d'espèce différente et destinés à la dégustation.

VII. — Les graines de vers à soie d'origine italienne et provenant d'Italie seront admise en franchise de douane en Egypte.

VIII. — Les livres italiens envoyés d'Italie en Egypte par colis postaux ou par la poste sont exempts de droits de douane.

IX. — Le Gouvernement égyptien maintiendra l'immunité douanière pour les effets et objets appartenant aux maisons religieuses des différents cultes, aux couvents et établissements de bienfaisance ou d'éducation existant en Egypte sous la protection consulaire de l'Italie, dans les conditions établies par l'art. IX du règlement douanier ci-annexé.

Salvago Raggi.
Boutros Ghali.

(Annesso II).

Tableau annexé à l'article 12

Chapitre I.

Est permise l'importation des armes de chasse et de luxe, ainsi que des armes de commerce, des munitions et du matériel ci-dessous spécifiés :

Première catégorie — Armes importables.

1° Les fusils à âme lisse et les mousquetons de chasse, systèmes Lefaucheux, Lancaster et autres, à un ou deux coups, se chargeant par la bouche, à la condition que le diamètre de la bouche ne dépasse pas 20 millimètres.

Mais il est permis aux voyageurs d'importer des fusils rayés et leurs cartouches, pourvu qu'ils signent une déclaration par laquelle ils reconnaîtront que ces fusils sont pour leur propre usage et que la vente en est défendue.

Toute contravention à l'une ou l'autre des conditions de cet engagement entraînera de plein droit la confiscation du fusil.

2° Les armes de luxe, savoir : les armes antiques, ainsi que les fusils, carabines, mousquetons, revolvers et pistolets de toute longueur, dont la crosse, le chien ou le canon sont essentiellement enrichis d'or ou d'argent ou ciselés artistement. Pour que les armes de luxe, à l'exception des armes antiques, soient admises, le prix de vente ne devra pas être inférieur à 500 francs par arme, pour les fusils, carabines et mousquetons, à 200 francs pour les revolvers, et à 80 francs pour les pistolets. Il est entendu que les armes dont l'introduction est admise en vertu des autres dispositions des ce tableau ne sauraient être considérées comme armes de luxe et interdites sous prétexte que leur valeur est inférieure aux prix fixés.

Les personnes qui importent des armes de luxe seront admises à importer, en même temps, cent cartouches, chargées à petit plomb, pour chaque fusil, carabine ou mousqueton ; toutefois le prix des cartouches n'est pas compris dans la valeur fixée pour ces armes.

3° Les fusils, carabines et pistolets dits Flobert et les armes semblables de petit calibre, ainsi que celles à spirale dites de salon.

4° Les sabres dont la poignée ou la lame est essentiellement enrichie d'or ou d'argent ou ciselée artistement. Les épées et lames d'épées, fleurets d'escrime et couteaux de chasse.

N. B. — Tout voyageur muni de passeport ou teskéré en règle ne pourra importer qu'un seul pistolet-revolver ou une paire de pistolets de n'importe quelle sorte, plus cent cartouches chargées u maximum.

Deuxième catégorie. — Matériel importable.

Toutes sortes de parties de fusils, de revolvers, de pistolets, d'armes blanches et d'autres armes importables ; crosses, platines, cheminées, gâchettes, sous-gardes, ressorts, canons ouvrés ou demi-ouvrés et semblables parties d'armes et tout accessoire ou objet nécessaire à l'usage de ces armes.

Troisième catégorie. — Munitions importables.

Cartouches chargées et douilles de cartouches non chargées pour les armes comprises dans les paragraphes 1, 2 et 3.

L'importation de cartouches de fusils de guerre de quelque modèle que ce soit est interdite.

Chapitre II.

Toutes les armes dont l'importation est admise seront, après vérification de la douane, sans délai, ni frais pour le propriétaire, à son choix, et par le soin de cette administration, munies d'une ficelle plombée ou poinçonnée.

Chapitre III.

L'introduction de toutes armes ou parties d'armes, de tout matériel d'arme, de toutes munitions non mentionnées dans le présent tableau, de toute sorte de poudre, ainsi que de toutes les compositions qui ont la même destination ou qui, inventées plus tard, pourraient produire les mêmes effets que la poudre, telles que la dynamite, la poudre-coton dite fulmi-coton et coton-azotique, la nitroglycérine, les picrates et fulminates, les mèches à mines et autres matières fulminantes de ce genre, du salpêtre raffiné et non raffiné et du chlorate de potasse, est interdite.

Toutefois, la défense d'importer des matières explosives n'emporte pas prohibition d'importation et de vente des produits qui, en vertu de leur composition, sont explosifs dans certaines conditions ou qui peuvent servir à la fabrication de matières explosives, comme, par exemple, le soufre, l'éther, le nitrate de soude. Elle doit seulement empêcher l'introduction de matières qui sont destinées à être exclusivement ou, au moins, principalement employées comme poudres à carrière ou pour les usages analogues.

Salvago Raggi.
Boutros Ghali.

(Annesso III).

Règlement de police

(Voir article 12 de la Convention).

Art. 1er.

Le commerce de armes, de munitions, du matériel et des matières explosives, dont l'importation est admise par la présente Convention, ne pourra être exercé que par les personnes dûment autorisées par le Gouvernement, et dans les magasins désignés dans l'autorisation.

Cette autorisation est personnelle, et elle devient nulle si elle est cédée à un tiers.

Art. 2.

La police peut saisir toutes armes importées, alors même qu'elles auront été marquées ou poinçonnées par les autorités gouvernementales égyptiennes, si elle les trouve en vente dans d'autres magasins ou boutiques que ceux établis suivants l'article précédent.

Art. 3.

Le propriétaire d'un établissement autorisé, aux termes de l'art. 1er, à vendre les armes y mentionnées, devra tenir deux livres ; l'un contenant l'inscription, par numéros d'ordre, de toutes les armes mises en vente, avec désignation du prix, de leur provenance, et de tous les détails nécessaires ; l'autre relatant toutes les ventes effectuées, avec indication de l'espèce de l'arme vendue, du numéro d'inscription, des noms, prénoms, domicile et profession de l'acheteur, et du prix.

Ces deux livres, avant d'être mis en usage, devront être paraphés à chaque feuillet, par le gouverneur ou le moudir. Ils seront tenus à la disposition de la police, qui aura le droit, à tout moment, de les inspecter.

Art. 4.

Nul ne pourra transporter d'un endroit à un autre une quantité d'armes excédant celle qui lui est nécessaire pour son propre usage, sans une autorisation spéciale du gouverneur ou du moudir, et, si le transport doit avoir lieu d'une ville à une autre ou d'un village, on indiquera, dans la permission, le nombre et la nature des armes, ainsi que la personne à laquelle elles sont destinées.

Art. 5.

Toute infraction aux art. 2 et 3 entraînera le retrait de l'autorisation de vente.

Le retrait de l'autorisation pourra également être prononcé, mais seulement après un avertissement, si une fausse inscription vient à être découverte sur les livres prescrits.

Dans aucun de ces cas, le propriétaire ne pourra avoir droit à indemnité ou élever une réclamation quelconque contre le Gouvernement.

Art. 6.

Les armes trasportées sans la permission requise par l'art. 4 seront saisies et confisquées administrativement.

Art. 7.

Les officiers ou agents de la police spécialement désignés à cet effet sont autorisés à entrer, en tout temps, dans les établissements dont il s'agit, pour y examiner les livres sus-indiqués, les vérifier, s'assurer que toutes les prescriptions de ce règlement sont observées, et procéder à toute constatation ayant trait à la vente des armes.

Art. 8.

Toutes les prescriptions des articles 2, 3, 4, 5, et 6 s'appliquent également à la vente et au transport des munitions, du matériel et des matières explosives.

Dispositions finales.

Art. 9.

Toute personne qui exerce actuellement le commerce des armes, des munitions, du matériel et des matières explosives dont il est fait mention à l'art. 1er, devra, dans le délai d'un mois à partir de la publication du présent règlement, en faire la déclaration au gouvernour ou au moudir en indiquant le magasin dans lequel ces objets sont mis en vente.

Elle devra, en outre, dans le délais même, se munir des livres prescrits par l'art. 3.

Art. 10.

Il est absolument défendu d'avoir dans la province-frontière, des dépôts d'armes ou autres objets indiqués à l'article précedent.

L'autorité de police aura, dans cette province, le droit de faire des visites domiciliaires, dans les formes prévues dans la convention et le procès-verbal y annexé pour les perquisitions faites dans la ligne douanière, de saisir et de confisquer les armes et les autres objets désignés ci dessus.

Salvago Raggi.
Boutros Ghali.

(Annesso IV).

Scambio di note relativo all'intervento consolare nelle perquisizioni a bordo di navi mercantili

Il ministro degli affari esteri di Egitto
all'agente diplomatico d'Italia in Cairo

Alexandrie, ce 14 juillet 1906.

Monsieur le Marquis,

Le procès-verbal annexé à la convention signée le 19 juin 1892 entre l'Allemagne et l'Egypte porte un passage ainsi conçu:

6) « La perquisition à bord des bâtiments de commerce, telle qu'elle est prévue et réglementée par les paragraphes 3 et 4 de l'article 16 de la convention, ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire ».

Vous avez désiré que cette disposition qui vous paraît superflue ne fût pas reproduite dans les arrangements signés aujourd'hui entre l'Italie et l'Egypte. Le Gouvernement égyptien y consent volontiers, mais à la condition que cette suppression ne puisse pas être interprétée comme impliquant que nos deux Gouvernements ont entendu modifier en quoi que ce soit le sens et la portée des paragraphes 4 et 5 de l'article 16 de la convention de ce jour, dont le texte est identique à celui du même article de la convention conclue entre l'Allemagne et l'Egypte.

Veuillez agréer, etc.

Boutros Ghali.

L'agente diplomatico d'Italia in Cairo
al ministro degli affari esteri di Egitto.

Alexandrie, ce 16 juillet 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre de ce jour concernant la disposition qui fait l'objet du paragraphe 6 du procès-verbal annexé à la convention conclue entre l'Allemagne et l'Egypte le 19 juin 1892, et qui n'a pas été reproduite dans les arrangements signés aujourd'hui entre l'Italie et l'Egypte.

En vous donnant acte de cette communication, je suis en mesure de vous déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté partage entièrement, sur ce point, votre manière de voir.

Veuillez agréer, etc.

Salvago Raggi.

(Annesso V.

Scambio di note concernente i diritti di banchina (droits de quai).

Il ministro degli affari esteri di Egitto
all'agente diplomatico d'Italia in Cairo

Alexandrie, ce 14 juillet 1906.

Monsieur le Marquis,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion d'une convention commerciale entre l'Italie et l'Egypte, vous m'avez exprimé le désir d'être renseigné sur le montant des droits de quai, afin d'être fixé sur les charges qu'auront à supporter les marchandises italiennes.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le faire connaître, les droits de quai à Alexandrie sont établis et fixés par le décret du 22 septembre 1880.

En ce qui concerne Port-Saïd, si les droits de quai n'y sont pas actuellement perçus, c'est que le port n'est pas encore aménagé pour le commerce; mais le Gouvernement se propose de les y établir aussitôt que, par l'exécution des travaux projetés, le port de cette ville sera en état de satisfaire aux besoins du commerce. Ces droits seront établis de manière à assurer un traitement égal à toutes les marchandises arrivant dans le pays ou en partant, soit par la voie de Port-Saïd, soit par la voie d'Alexandrie, et leur montant n'excédera pas 7 pour mille *ad valorem* sur les importations et 4 1/2 pour mille *ad valorem* sur les exportations. Je vous réitère l'assurance que, pendant toute la durée de la conventions commerciale en date de ce jour, les droits de quai établis comme ci-dessus ne pourront être majorés que d'accord avec l'agent et consul général d'Italie.

Veuillez agréer, etc.

Boutros Ghali.

L'agente diplomatico d'Italia al Cairo
al ministro degli affari esteri d'Egitto

Alexandrie, le 14 juillet 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire à la date de ce jour pour me donner l'assurance que les droits de quai existant actuellement à Alexandrie et ceux qui pourront être établis à Port-Saïd, après l'exécution des travaux projetés dans ce port, ne pourront être élevés, les premiers au-dessus de leur montant actuel, les seconds au-dessus de 7 0[00 à l'importation et de 4 1[2 0[00 à l'exportation, sans l'assentiment de l'agent diplomatique d'Italie.

Je prends acte de cette déclaration et je vous prie d'agréer, etc.

Salvago Raggi.

(Annesso VI).

Scambio di note relativo all'interpretazione della voce « bois de construction et autres » menzionata all'art. 6

—

Il ministro degli affari esteri d'Egitto
all' agente diplomatico d' Italia al Cairo.

Alexandrie, le 14 juillet 1906.

Monsieur le Marquis,

Au cours d'un entretien que nous avons eu relativement aux droits imposés, aux termes de l'art. 6 de la Convention signée en date de ce jour, sur les bois de construction et autres, il a été entendu que sous cette rubrique: « bois de construction et autres », ne seraient pas compris les meubles en bois, ni les bois façonnés.

Je vous confirme que le Gouvernement égyptien consent à ce que les meubles en bois et les bois façonnés ne soient pas soumis à un droit excédant 8 0[0 *ad valorem*, et je saisis l'occasion, etc.

Boutros Ghali.

L'agente diplomatico d'Italia al Cairo
al ministro degli affari esteri di Egitto

Alexandrie, le 14 juillet 1906.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu le lettre que Votre Excellence m'a fait l' honneur de m'adresser à la date de ce jour pour me donner l'assurance que les meubles en bois et les bois façonnés ne doivent pas être compris sous la rubrique « bois de construction et autres » et que, par conséquent, ils ne seront pas soumis à un droit excédant le 8 0[0 *ad valorem*.

Je prends acte de cette déclaration et je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, etc.

Salvago Raggi.

RÈGLEMENT DOUANIER EGYPTIEN.

TITRE I.

Dispositions générales

—

Article premier.

Ligne douanière.

Le littoral de la mer, et les frontières touchant aux territoires des États voisins, forment la ligne douanière.

Art. 2.

Zone de surveillance.

Le dépôt et le transport des marchandises qui ont franchi la ligne douanière sont soumis à la surveillance des agents de la douane jusqu'à la distance de 2 kilomètres de la frontière de terre ou du littoral de la mer, ainsi que des deux rives du Canal Maritime de Suez et des lacs que ce Canal traverse.

En dehors de ces limites, le transport des marchandises peut être effectué librement; néanmoins, les marchandises soustraites frauduleusement, et tenues à vue par de agents de la force publique, peuvent être saisies même après qu'elles ont franchi la zone de surveillance.

Peuvent également être saisies sur toute l'étendue du territoire égyptien; les marchandises prohibées, celles dont la vente est monopolisée par l'État, ainsi que les tabacs ou tombacs circulant en contravention aux règlements.

Pour les navires, la zone de surveillance s'étend à une distance de 10 kilomètres du littoral. Les caravanes traversant le désert, et soupçonnées de faire un trafic illicite, sont soumises aux visites et vérifications de la douane.

Art. 3.

Passage par la ligne douanière.

Les marchandises ne peuvent franchir la ligne douanière pendant la nuit, c'est-à-dire entre le coucher et le lever du soleil.

Sur toute l'étendue de la ligne douanière maritime, l'entrée dans les ports et l'accostage au littoral sont permis pendant la nuit, là où il existe des bureaux de douane, mais aucune opération de débarquement, transbordement ou embarquement, ne peut être faite sans une autorisation spéciale, et par écrit, du chef de la douane.

Art. 4.

Embarquement, débarquement et transbordement des marchandises.

Aucune opération de chargement, débarquement et transbordement de marchandises, ne pent être effectuée sans l'autorisation préalable de la douane, et hors de la présence de ses agents.

Toute opération d'embarquement, de débarquement ou de transbordement, doit être effectuée aux endroits spécialement affectés à cet usage par l'Administration des douanes.

La douane pourra permettre, exceptionnellement, que le débarquement ou le transbordement des marchandises ait lieu sans l'assistance des agents douaniers.

Dans ce cas, elle en fera mention par une annotation sur la copie du manifeste.

Art. 5.

Permis de départ, dit Tamkin.

Les capitaines doivent, avant le départ, présenter à la douane le manifeste des marchandises chargées à leur bord. Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette formalité que la douane autorisera l'Administration du port à accorder le Tamkin.

Il est défendu à tout commandant de navire de quitter le port ou la rade sans Tamkin.

La douane a la faculté de faire accorder le Tamkin, même avant la présentation du manifeste, aux navires représentés par un agent dans le port de départ, pourvu que cet agent ait déposé à la douane un engagement par écrit de satisfaire à cette formalité dans un délai de trois jours.

Les compagnies de navigation à vapeur pourront, en vue de jouir de cette facilité, se constituer garantes, une fois pour toutes et par acte notarié, pour toutes contraventions qu'encourraient les capitaines conduisant leurs navires.

Art. 6.

Déclaration.

Toute opération douanière doit être précédée d'une déclaration signée par le propriétaire de la marchandise ou par son représentant.

La douane considérera comme représentant légitime du propriétaire la personne munie de l'ordre de livraison de la compagnie de transport (Voir articles 19 et 20).

Art. 7.

Visite.

Aussitôt la déclaration présentée à la douane, il est procédé à la vérification des marchandises. La douane a le droit de visiter tous les colis, mais suivant les circonstances, le directeur, s'il le juge à propos, pourra exempter de la visite les colis dont le contenu déclaré ne lui paraîtrait pas devoir être soumis à la vérification.

Il ne pourra cependant être visité moins d'un colis sur dix, sauf une autorisation contraire spéciale du chef de la douane.

Si, après une première vérifications, et même après le paiement des droits, des contre-vérifications sont jugées nécessaires, la douane est toujours en droit d'y faire procéder.

Les colis seront ouverts pour la visite par les préposés de la douane, en présence des intéressés; l'opération se fera, soit dans les magasins de la douane, soit dans ses bureaux.

En cas de soupçons de fraude, la douane procédera d'office, si l'intéressé, ou, à défaut, l'autorité consulaire, dûment avisée au moins quatre heures à l'avance, ne se présente pas à l'ouverture des colis, en dressant procès-verbal.

Les marchandises qui ne seront pas placées dans les magasins, soit à cause de leurs dimensions, soit en raison de leur nature encombrant, pourront être visitées au dehors.

Les sacs, plis de lettres et imprimés apportés par le service postaux de terre et de mer sont exemptés de la visite, pourvu qu'ils soient portés sur une feuille de route régulière.

Par contre, tous les colis-postaux sont soumis à la visite et à la vérification; à moins de soupçons de fraude, cette vérification sera seulement sommaire et pourra ne porter que sur un certain nombre de colis à déterminer per le chef de la douane.

Art. 8.

Droit à percevoir, privilège et garantie du trésor.

Les droits d'importation et d'exportation sont perçus conformément aux Traités et Conventions en vigueur.

En outre, il sera perçu des droits de quai et de factage, et s'il y a lieu des droits d'entrepôt, de dépôt, d'écluse, de Tamkin, de plombage, de Raftieh et de Kechf, etc., en vertu des règlements actuellement en vigueur.

Le paiement des droits se fait au comptant, en monnaie d'or ou d'argent, d'après le tarif du Gouvernement, excepté le cas où il se fait en nature.

Aucune marchandise n'est délivrée avant que les droits dont elle est passible aient été dûment acquittés.

Les marchandises arrivées en douane pour n'importe quelle destination servent de garantie à l'Administration, par privilège, pour le paiement des droits, frais et amendes de toute nature, dus par le destinataire, à raison de ces marchandises.

Art. 9.

Franchise.

Sont exemptés de la vérification et du paiement des droits d'entrée et sortie:

1° Les objets et effets personnels appartenant à Son Altesse le Khédive;

2° Les objets d'usage et effets personnels appartenant aux titulaires ou gérants d'une agence diplomatique d'un Consulat général, d'un Consulat ou d'un vice Consulat lorsqu'ils sont de carrière *(missi)* et qu'ils n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie et ne possèdent ni n'exploitent de biens-fonds en Égypte.

La même franchise est accordée dans chaque agence diplomatique à deux officiers de cette agence et dans chaque Consulat à un officier de ce Consulat à la demande de l'agent diplomatique ou du Consul, à la condition toutefois que ces officiers appartiennent à la catégorie des fonctionnaires qui sont nommés par décret souverain et auxquels le commerce est absolument interdit.

Sont exemptés des droits d'entrée et de sortie, mais assujettis à la visite et à la vérification, les effets et objets appartenant aux maisons religeuses des différents cultes, aux couvents et établissements de bienfaisance ou d'éducation.

Ces établissements devront, au commencement de chaque année, remettre à la douane, par l'entremise de leur autorité consulaire ou autre, un état énonçant approximativement les objets qu'ils comptent importer dans le courant de l'année, et la valeur de ces objets.

La franchise sera suspendue jusqu'à l'année suivante lorsque la valeur totale énoncée sur cet état sera atteinte.

Cette franchice pourra être retirée si la douane constate qu'il en est fait abus.

Dans ce cas, avis préalable à cet effet devra être donné à l'autorité consulaire ou autre dont relève l'établissement intéressé.

Sont également exemptés des droits d'entrée et de sortie, mais demeurent assujettis à la visite et à la vérification:

1° Les effets, meubles, livres et autres objets à l'usage privé, appartenant aux personnes qui viennent s'établir pour la première fois dans le pays. Ces articles devront cependant porter trace de l'usage, sous peine d'être soumis au paiement des droits réglementaires. En cas de contestation, il sera procédé par voie d'expertise;

2° Les effets personnels apportés par le voyageurs et destinés à leur usage;

3° Les échantillons, lorsq'ils ne son pas de nature à être vendus comme marchandises;

4° Les échantillons des produits du sol égyptien dont la valeur ne dépasse pas 100 piastres;

5° Le numéraire (or ou argent);

6° L'or et l'argent en barres;

7° Les marchandises appartenant aux Administrations du Gouvernement et aux particuliers, jouissant de la franchise, soit en vertu d'ordres ou d'arrangements spéciaux;

8° Les objets destinés à l'approvisionnement des navires de guerre des Puissances amies, ainsi que les provisions et les munitions destinées à l'usage des navires de commerce et de leurs équipages.

Toute demande d'introduction ou d'exportation en franchise des droits doit être adressée à la douane et porter les indications suivantes:

1° la nature des objets;

2° leur valeur;

3° les marques et numéros;

4° le nom du navire qui a importé ou qui doit exporter.

L'obtention de la franchise est subordonnée à la condition que le connaissement porte le nom de celui qui a droit à la franchise; s'il était libellé au nom d'un tiers, ou simplement à ordre, la douane ne pourrait accorder la franchise.

La demande en exemption doit être signée par le destinataire, ou par l'expéditeur s'il s'agit de droits d'exportation.

Art. 10.

Marchandises provenant de naufrages.

Les machandises provenant d'un navire naufragé ne sont soumises à aucun droit de douane si elles ne sont pas destinées à un port égyptien, et elles peuvent être réexportées en franchise aussitôt que les formalités concernant l'avarie sont terminées.

Ces marchandises sont assujetties aux droits réglementaires selon la valeur qu'elles ont dans l'état avarié, si elles sont employées à la consommation entièrement intérieure.

Art. 11.

Bulletin de sortie par les portes de la douane, Kechf.

Après l'accomplissement des formalités de douane et l'acquitte-

ment des droits, il est délivré au dédouaneur de la marchandise un permis de passage par les portes de la douane.

Sur la demande de l'importateur, et sur la présentation du reçu du caissier de la douane, il est délivré à l'intéressé une note détaillée, ou Kechf, des marchandises qui ont acquitté les droits.

La présentation du Kechf est indispensable pour réexporter, en franchise de droits, une marchandise d'origine étrangère et établir le droit au remboursement de la différence entre les droits d'importation et ceux d'exportation, si la réexportation se produit dans les six mois de la date du retrait de la marchandise, date qui sera constatée sur le Kechf.

La douane ne délivre pas de Kechf pour les marchandises sujettes à dépérissement ou détérioration. (Voir art. 20).

Le Kechf n'est délivré qu'une seule fois, sauf le cas de perte dûment prouvée, où il peut être renouvelé.

Art. 12.

Importation des produits originaires d'Égypte et exportation des produits originaires de l'étranger.

Si un produit du pays, après avoir été exporté à l'étranger, est rapporté en Égypte, il sera soumis au paiement du droit d'importation établi sur les produits étrangers.

De même, si une marchandise d'origine étrangère est exportée à nouveau, elle est soumise au paiement du droit de sortie établi sur les produits du pays, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un Kechf établissant clairement son identité et la date de l'acquittement des droits d'importation; dans ce cas, elle jouit de la franchise à l'exportation.

Si cette exportation est faite avant qu'un délai de six mois ne soit écoulé, le remboursement de la différence entre le droit d'importation et le droit d'exportation peut être exigé. Mais dans l'un et l'autre cas, la présentation du Kechf est indispensable, comme il est dit à l'art. 11.

Art. 13.

Retrait des marchandises de la douane, dédouaneurs autorisés.

Les marchandises peuvent être retirées de la douane, après l'accomplissement des formalités par les personnes munies de l'ordre de livraison émanant des capitaines, des consignataires des navires, ou des compagnies de navigation.

Cependant, les dédouaneurs de profession ne seront admis à retirer les marchandises arrivant pour le compte de tiers que s'ils remplissent les conditions suivantes:

1° Aucun dédouaneur ne peut exercer sa profession sans être agréé par l'Administration des douanes;

2° Toute demande à cette fin doit être faite par écrit, et accompagnée d'un certificat d'honorabilité émanant de deux négociants-notables d'une honorabilité reconnue;

3° Si ce certificat est jugé suffisant, le postulant est agréé et il lui est délivré un permis en conséquence;

4° Si la recommandation est considérée comme insuffisante, l'Administration peut exiger du candidat, soit le dépôt d'une somme de 2,000 P. T. à 10,000 P. T., soit une caution donnée par deux négociants agréés par l'Administration;

5° Le dépôt ou la caution garantissent à l'Administration le paiement des amendes encourues par le dédouaneur, en raison des contraventions qui viendraient à être constatées à sa charge;

6° Tout dédouaneur peut être suspendu par le directeur général des douanes pour un temps déterminé, suivant la gravité de la faute ou de l'irrégularité commise dans l'exercice de sa profession, et ce, sans préjudice du paiement des amendes encourues. Pour la première fois, la suspension ne peut excéder six mois. Elle peut être d'une année s'il y a récidive. Avis motivé de la mesure disciplinaire est donné par écrit à l'intéressé;

7° Les personnes au service permanent de tiers sont passibles des mêmes amendes et mesures disciplinaires que les dédouaneurs de profession. Toutefois, le chef de la maison intéressée devra recevoir un avis préalable et être mis en mesure de fournir, s'il y a lieu, des explications utiles.

TITRE II.

Importation et transport des marchandises d'une douane à une autre

Art. 14.

Présentation des marchandises aux douanes de terre.

Les marchandises à introduire par voie de terre doivent être présentées au bureau de douane le plus voisin de la frontière.

Si le bureau est en dedans de la ligne, les marchandises doivent parcourir la route usitée sans aucune déviation.

Si le bureau le plus voisin n'a pas la possibilité de les recevoir, elles continuent leur route jusqu'au bureau le plus voisin pouvant les recevoir, mais les conducteurs doivent se munir, au premier bureau, d'un avis indiquant qu'ils s'y sont présentés et ont soumis leurs marchandises à une visite sommaire.

Si le bureau le plus voisin n'est pas éloigné de plus de dix kilomètres, les marchandises doivent être escortées par les agents douaniers.

Art. 15.

Manifeste de cargaison.

Dans les trente-six heures de l'arrivée d'un navire dans une rade ou port égyptien, le capitaine ou l'agent des armateurs doit déposer à la douane deux copies du manifeste de cargaison, certifiées, par lui, conformes à l'original. La douane se réserve la faculté, dans tous les cas, de réclamer la présentation du manifeste original pour être collationné avec les copies.

La présentation du manifeste peut être exigée, quelle que soit la cause pour laquelle le navire accoste au port, et quelle que soit la durée de temps qu'il s'y arrête.

Si le navire provient d'un port égyptien, le manifeste de cargaison doit être accompagné du manifeste de départ de ce port, à moins que le navire n'ait été dispensé de se munir de ce document aux termes de l'art. 5.

Si le chef de la douane doute de la conformité des indications du manifeste avec la cargaison, le capitaine doit donner toutes explications et produire tous documents jugés nécessaires.

Le magasinier de la douane, après débarquement des marchandises destinées au port d'arrivée, en donnera reçu sur la copie du manifeste. Cette copie sera ensuite remise à l'intéressé.

Si la totalité de la cargaison est destinée à un autre port, la douane apposera seulement son visa sur la copie du manifeste.

Les navires dont la cargaison est destinée à un autre port ou qui arrivent sur lest, ne peuvent séjourner dans le port d'arrivée, sans raison majeure, pendant plus de trois semaines. Pendant toute la durée de ce séjour ils sont soumis à la surveillance de la douane.

Si ces navires doivent prolonger leur séjour dans le port, pour cause de réparations, d'avaries, vents contraires, manque de fret, etc., ils ne peuvent le faire sans autorisation spéciale de la douane. Cette autorisation ne sera accordée que si les motifs invoqués paraissent légitimes.

A défaut de l'autorisation, le navire doit quitter le port sans délai, et avant le départ il est soumis à la visite des agents de la douane.

Si un navire s'arrête dans un port pour un motif paraissant suspect à la douane, celle-ci peut exiger la présentation immédiate du manifeste et faire, dans les conditions mentionnées à l'article 41, toutes perquisitions qu'elle jugera nécessaires.

Art. 16.

Manifeste d'importation.

Le manifeste doit contenir les indications suivantes:

Le nom du navire;
Le port de départ et les escales faites pendant le voyage;
L'énonciation sommaire des différentes espèces de marchandises dont la cargaison se compose;
Le nombre et la nature des colis;
Leurs marques et numéros.

Le nombre total des colis doit être répété en toutes lettres, sur le manifeste et les deux copies. Tous renvois, ratures, surcharges ou interlignes doivent être approuvés.

Dans le cas d'omission d'une des prescriptions ci-dessus, le manifeste est restitué et considéré comme non présenté. Pourtant, dans de pareils cas, le capitaine a la faculté de présenter un nouveau manifeste.

Art. 17.

Débarquement des marchandises.

Un préposé de la douane pointe sur une des copies du manifeste, contradictoirement avec le capitaine du navire ou son représentant, les colis et marchandises débarqués.

Les marchandises sont transportées à la douane pour les opérations de vérification et d'enregistrement.

La partie de la cargaison qui doit être transportée à une autre destination reste à bord, et la sortie en est légitimée lors du départ du navire, au moyen d'un laissez-passer délivré par la douane au capitaine.

La douane a toujours la faculté, quand elle le juge utile, d'envoyer à bord des gardiens et de prendre telle mesure qu'elle croit opportune pour empêcher tout embarquement, débarquement ou transbordement non autorisé.

Si la quantité des marchandises ou le nombre des colis débarqués sont inférieurs aux indications données à cet égard par le manifeste, le capitaine ou son représentant doit fournir des justifications relativement aux différences constatées. Si les marchandises ou les colis manquants n'ont pas été embarqués, s'ils n'ont pas été débarqués ou s'ils ont été débarqués sur un point autre que celui de leur destination primitive, la justification doit en être fournie au moyen de documents certains établissant le fait.

Si les marchandises ou les colis manifestés ne se retrouvent pas et que la valeur en soit réclamée par le chargeur et le destinataire, le capitaine ou son représentant doit apporter les preuves du remboursement de cette valeur.

Si les justifications exigées par le présent article ne peuvent être données dans les vingt-quatre heures, le capitaine ou son représentant sera tenu de donner caution ou de faire le dépôt du montant de l'amende aux termes de l'article 37; dans ce cas, il peut lui être accordé, pour fournir ces justifications, un délai qui ne pourra excéder quatre mois.

Art. 18.

Declaration.

La déclaration prescrite à l'art. 6 doit être présentée aux douanes dans les huit jours qui suivent le débarquement de la cargaison, sans compter les dimanches et jours fériés de la douane.

Ce délai expiré, la marchandise est soumise aux droits de magasinage « ardieh » aux termes du règlement spécial sur cette matière.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans sa déclaration la valeur des marchandises. Si la douane n'accepte pas comme base de la perception des droits, la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise tels que factures, police d'assurance, correspondances, etc., etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents, ou, si ces pièces paraissent insuffisantes, la douane pourra fixer elle-même la valeur de la marchandise, et si le négociant refuse d'acquitter les droits au comptant, à raison de l'estimation douanière, la perception des droits s'effectuera en nature.

Dans ce cas, si les marchandises sont toutes de la même espèce ou qualité, la perception des droits en nature s'opère proportionnellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces ou de qualités variées la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés, au choix de la douane, qui devra se baser dans l'un et l'autre cas, sur les prix indiqués par le négociant.

Toutefois, si l'écart entre les prix indiqués par le négociant et l'estimation faite par la douane ne dépasse pas 10 0[0, le choix des objets à prélever en nature, appartiendra moitié au négociant et moitié à la douane.

L'autorité douanière ne pourra pas demander que les droits soient payés en nature sur les articles dont la valeur ne sera pas contestée.

Dans le cas où la marchandise dont la valeur est contestée ne pourrait être fractionnée, telle que, une voiture, un piano, une pièce de machine, ecc. la douane peut prendre pour son compte la marchandise, en faisant connaître son intention à cet effet, dans les trois jours qui suivront la remise de cette déclaration; dans ce cas, le paiement du prix de la marchandise déclaré par l'importateur, majoré de 10 0[0, ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur la dite marchandise, seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Sur la demande du propriétaire d'une marchandise, celui-ci sera autorisé à vérifier le contenu des colis arrivant pour son compte avant d'en dresser la déclaration écrite.

La déclaration, une fois présentée, ne peut être modifiée sans excuse valable et sans autorisation, par écrit, du directeur de la douane.

Le permis d'ouvrir les colis pour en vérifier le contenu est donné par le directeur de la douane, ou l'inspecteur en chef, lequel délègue l'employé qui doit assister à la vérification.

Art. 19.

Forme de la déclaration.

Les déclarations doivent être faites par écrit sur des formules imprimées par la douane.

Elles énoncent:

1° Les noms, prénoms, nationalité et domicile du déclarant:

2° À l'importation, les lieux de provenance et d'origine, et à l'exportation, les lieux de destination des marchandises, ainsi que le nom du navire qui les a transportées ou doit les transporter;

3° L'espèce, la qualité des marchandises, le nombre, la nature, les marques et numéros des colis, et s'il y a lieu, le poids de la marchandise;

4° La valeur de la marchandise calculée sur le prix que celle-ci a dans le lieu de chargement ou d'achat avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement.

Si la valeur n'est pas connue du déclarant, la douane fera procéder à l'évaluation par ses estimateurs.

Art. 20.

Effets du défaut de présentation de la déclaration.

Le refus ou le retard de présenter la déclaration et de venir retirer la marchandise dans un délai de douze mois à partir de son débarquement en douane, donne le droit à l'Administration de faire, dans les formes administratives, la vente aux enchères publiques en donnant un seul avis au destinataire, soit directement, s'il est connu d'elle, soit par l'entremise du Consulat dont il dépend, si elle le connaît, soit par une publication dans un journal de la localité, ou de la localité la plus voisine, s'il n'est pas connu. Toutefois la vente ne pourra avoir lieu que huit jours après que l'avis aura été donné.

Les marchandises sujettes à détérioration ou dépérissement, telles que les liquides, les fruits, etc., ne peuvent séjourner en douane

plus longtemps que leur état ne permet de les garder. Si jusque-là, elles ne sont pas retirées, la douane constate par procès-verbal le défaut d'enlèvement en temps opportun et effectue la vente d'office sans avoir à appeler le propriétaire.

L'ouverture et la vente des colis abandonnés doivent se faire en cas d'absence des intéressés, avec l'assistance des représentants de l'autorité consulaire ou indigène, selon la nationalité de l'intéressé.

Si, après convocation, les représentants de cette autorité ne se présentent pas, il en est dressé procès-verbal et la douane procédera à la vente.

Le produit des ventes, après déduction des droits de douane, des frais de magasinage, des amendes et de tous autres droits et frais reste en dépôt dans les caisses de l'Administration à la disposition de qui il appartiendra.

Si ce dépôt n'est pas réclamé dans les trois ans, il est acquis à l'Administration des douanes.

Tant que la vente n'est pas consommée, le propriétaire de la marchandise peut la retirer en acquittant les droits de douane et tous les autres frais, y compris ceux de criée et de courtage, s'il y a lieu.

Art. 21.

Expédition des marchandises étrangères d'une douane à une autre.

Les colis des marchandises étrangères qui, avant le paiement des droits doivent être expédiés d'une douane à une autre, ne peuvent être enlevés qu'après une déclaration.

La déclaration détaillée n'est nécessaire que si l'emballage des colis est défectueux; cette déclaration pourra ne porter que sur la valeur des marchandises si les colis se trouvent dans de bonnes conditions d'emballage.

Les colis doivent être accompagnés d'un Elm-Khabar; ils doivent être, en outre, placés sous la garantie du plomb de la douane. Sont dispensés du plombage les colis n'ayant qu'une valeur inférieure à 30 P. T., ou les marchandises qui, par leur nature, ne sont pas susceptibles de recevoir le plomb.

En cas de transport par chemin de fer, l'expédition sera faite sous la surveillance de la douane, qui retirera les connaissements et les fera parvenir aux autorités douanières du lieu de destination.

La douane remettra l'Elm-Khabar au propriétaire des colis pour la vérification à l'arrivée.

Si l'expédition est faite par une autre voie de terre, le propriétaire devra consigner les droits d'importation ou donner caution du montant de ces droits.

Les marchandises d'origine étrangère, ayant déjà acquitté les droits, qui seraient exportées par mer à un autre port égyptien ne seront soumises à aucun droit nouveau.

S'il existe des droits de consommation sur les marchandises en question, la douane de départ n'exigera que le dépôt de ces droits; le montant des droits déposé sera remboursé à l'ayant-droit contre la production d'un certificat de la douane de destination constatant l'arrivée des marchandises.

Art. 22.

Décharge de l'Elm-Khabar.

À l'arrivée des marchandises à la douane vers laquelle elles ont été dirigées, le destinataire doit, dans un délai de huit jours, sans compter les dimanches et jours fériés de la douane, déclarer leur destination définitive si elle n'est déjà portée sur l'Elm-Khabar, ou faire le retrait de ces marchandises en payant les droits. Si ces marchandises restent à la douane passé ce délai, elles sont passibles du droit d'ardieh.

À l'arrivée, il est procédé à la vérification de l'identité des marchandises; si elles se trouvent conformes aux énonciations de l'Elm-Khabar, un certificat de décharge est délivré au destinataire; si au contraire la constatation fait ressortir des différences, et si les colis portent des traces d'une manipulation pratiquée en route, le certificat est refusé ou bien il n'est donné que pour la partie des marchandises trouvée conforme aux indications de l'Elm-Khabar. Procès-verbal est dressé relatant l'état de la marchandise au moment de la vérification.

Un certificat de décharge peut être délivré pour les colis qui n'ont pas été soumis, au départ, à une vérification minutieuse, mais qui, s'étant trouvés en bon état d'emballage, auraient été simplement plombés, et cela sur la constatation à l'arrivée qu'ils sont intacts et ne ne portent trace d'aucune altération.

Le retour à la douane de départ du certificat de décharge donne droit à la restitution du dépôt ou dégage la caution.

Art. 23.

Exportation des marchandises égyptiennes d'une douane à une autre.

Les marchandises indigènes, c'est-à-dire les produits du sol ou de l'industrie de l'Égypte, qui seraient transportées par mer à un autre port égyptien devront acquitter en dépôt le droit d'exportation de 1 0/0 *ad valorem* contre remise d'un Elm-Khabar.

L'Elm-Khabar est déchargé à l'arrivée, dans les conditions énoncées à l'article précédent, et le certificat de décharge donne droit à la restitution du dépôt ou dégage la caution.

TITRE III.

Du transit

Art. 24.

Marchandises en transit.

Les marchandises destinées à traverser le territoire seront soumises, en ce qui concerne la déclaration écrite et la visite, aux règles établies pour l'entrée des marchandises étrangères sujettes aux droits de douane, et, en ce qui concerne l'expédition, aux règles établies pour le transport des marchandises d'une douane à une autre.

Après la vérification des marchandises en transit, un Elm-Khabar est délivré au propriétaire ou expéditeur contre dépôt ou garantie par cautionnement d'une somme égale au montant du droit d'entrée.

Sur l'Elm-Khabar, la douane indique le délai dans lequel les marchandises doivent être présentées au bureau de sortie. Ce delai peut être fixé à dix jours au minimum et à six mois au maximum selon la distance que doivent parcourir les marchandises.

Les colis en transit sont soumis au plombage.

Art. 25.

Décharge de l'Elm-Khabar de transit.

Quand l'identité des marchandises expédiées en transit a été constatée et leur sortie effectuée dans le délai indiqué par l'Elm-Khabar, celui-ci est vidimé par la douane de sortie.

La présentation à la douane de départ de l'Elm-Khabar vidimé donne droit au remboursement du dépôt ou à la décharge de la caution.

Si à l'expiration d'un délai de six mois l'Elm-Khabar régulièrement vidimé n'est pas présenté à la douane de départ, les marchandises sont considérées comme ayant été livrées à la consommation, et le montant du dépôt est définitivement acquis à la douane. S'il y a cautionnement, l'Administration exige du garant le paiement du droit garanti.

Dans le cas de perte dûment prouvée de l'Elm-Khabar de transit, après visa donné par le bureau de sortie, ce bureau est tenu de délivrer un certificat destiné à remplacer l'Elm-Khabar.

En cas de perte totale dûment constatée des marchandises, il y aura lieu à restitution de la somme déposée en garantie

TITRE IV.

De l'exportation

Art. 26.

Manifeste.

Le manifeste d'exportation doit être présenté à la douane du port de départ d'après les règles établies par l'article 5.

Art. 27.

Déclaration.

Les marchandises destinées à l'exportation doivent être déclarées. La déclaration se fait suivant les règles établies aux articles 18 et 19.

La douane, après avoir fait la vérification des marchandises, et avoir perçu les droits d'exportation, délivre, en même temps que la quittance de ces droits, un permis d'embarquement qui doit être représenté au préposé de garde à l'échelle d'exportation.

Les marchandises apportées en douane pour être exportées ne sont passibles d'aucun droit d'ardieh pendant 48 heures; passé ce délai, elles sont soumises à ce droit, à moins d'impossibilité d'embarquement pour cause de mauvais temps, ou manque de moyens de transport, etc.

L'exemption des droits d'ardieh pour cause de force majeure, n'est toutefois accordée que pour les marchandises qui auraient préalablement acquitté les droits d'exportation.

TITRE V.

De la circulation et du cabotage

Art. 28.

Expéditions des marchandises nationales.

Les marchandises égyptiennes qui sont expédiées d'un endroit à un autre du territoire par voie de mer, conservent leur nationalité, pourvu qu'elles n'aient touché à aucun territoire étranger.

Si un navire portant de telles marchandises en cabotage touche, par suite de force majeure, un port étranger, la marchandise ne perd pas, par ce fait, sa nationalité.

Art. 29.

Plomb à apposer aux colis.

Les colis transportés en cabotage doivent être plombés, si la douane l'exige.

TITRE VI.

Dispositions relatives à la surveillance

Art. 30.

Défense d'accostage.

Il est défendu aux navires de toute portée d'accoster, sauf les cas de force majeure, le points où il n'existe pas de bureau de douane.

Art. 31.

Surveillance sur le Canal maritime de Suez et aux bouches du Nil.

Sur le Canal maritime de Suez et sur les lacs qu'il traverse, ainsi qu'aux bouches du Nil, il est défendu d'aborder ou de se mettre en communication avec la terre, de manière à pouvoir charger ou débarquer des marchandises hors la présence des agents de la douane, sauf les cas de force majeure.

Les agents doivent arrêter et visiter tout voilier dont l'attitude serait suspecte et le conduire au bureau de douane le plus proche, en dressant procès-verbal.

Art. 32.

Surveillance sur la mer.

Les agents douaniers peuvent, dans le rayon de dix kilomètres du littoral, se rendre à bord des bâtiments d'une portée inférieure à 200 tonneaux et se faire présenter à nouveau le manifeste et les autres documents relatifs à la cargaison.

Si un navire à destination d'un port égyptien est dépourvu de manifeste ou présente quelque indice de fraude, les employés doivent l'accompagner jusqu'à la douane la plus proche en dressant procès-verbal.

Si un navire quelconque d'une portée inférieure à 200 tonneaux destiné à un port étranger, est trouvé dans le susdit rayon sans manifeste, ou avec un manifeste ne portant pas les indications d'usage, les agents douaniers peuvent l'escorter hors du rayon de surveillance, ou, en cas d'indice de fraude, le forcer à les accompagner jusqu'à la douane la plus voisine, ou praticable, en dressant procès-verbal.

Les agents de la douane, les officiers des bâtiments du service postal égyptien et les officiers des navires de l'État, peuvent aborder tout bâtiment à voile ou à vapeur d'une portée inférieure à 200 tonneaux, ayant jeté l'ancre ou louvoyant dans les dix kilomètres du littoral, sans justification de force majeure.

S'ils trouvent à bord des marchandises dont l'importation ou l'exportation sont prohibées, ils les confisqueront sommairement, en dressant un procès-verbal qui devra énoncer que le bâtiment a été trouvé dans les limites du rayon de surveillance, à l'ancre, sans qu'il y eût nécessité, ou faisant une navigation que ne justifiaient ni sa destination ni aucun cas de force majeure.

Si les agents de la douane, les officiers des bâtiments du service postal égyptien ou les officiers des navires de l'État donnent la chasse à un bâtiment d'une portée inférieure à 200 tonneaux, et que celui-ci refuse de se laisser aborder, ils doivent hisser le pavillon et la flamme de leur embarcation ou navire, et avertir le bâtiment par une décharge à poudre. Si le navire ne s'arrête pas, une seconde décharge à boulet ou à balles doit être dirigée dans sa voilure. Après ce double avertissement le poursuivant fera un usage sérieux des armes. La poursuite peut être continuée, et le navire poursuivi peut être saisi, au delà de dix kilomètres.

Pour les navires d'une portée supérieure à 200 tonneaux, la surveillance se borne à une observation de leurs mouvements le long du littoral; en cas de tentative de déchargement des marchandises à terre ou dans les embarcations, ou de transbordement, les susdits agents et officiers peuvent obliger le navire à les accompagner à la douane la plus proche ou praticable, en dressant procès-verbal de la contravention.

Les susdits agents et officiers ne peuvent visiter aucun navire, bâtiment ou embarcation de guerre, appartenant à une Puissance étrangère; ils doivent se borner à en surveiller les mouvements, et en cas d'indice de contrebande, signaler à la Direction des douanes les faits qu'ils auront observés.

Dans les cas prévus ci-dessus, les procès-verbaux des perquisitions devront être communiqués à l'autorité consulaire dont dépend le contrevenant, si celle-ci en fait la demande.

TITRE VII.

De la contrebande

Art. 33.

A la suite de toute saisie en matière de contrebande, le directeur et trois ou quatre employés principaux de l'Administration, se constituent en Commission douanière, et, après avoir procédé à l'instruction de l'affaire, décident s'il y a lieu à confiscation et à l'application de l'amende.

La confiscation peut porter sur la marchandise, ainsi que sur tous moyens de transport et tous instruments de contrebande. Toutefois,

les bâtiments ne pourront être confisqués comme moyens de transport que dans le cas où ils auraient été affrétés en réalité dans ce but.

L'amende est applicable, quelle que soit la nature de la marchandise saisie; elle est égale au double droit d'importation, et en cas de récidive elle peut être portée au quadruple, puis au sextuple.

La décision de la Commission douanière doit énoncer la date de la saisie, les circonstances dans lesquelles elle a été opérée, les noms et qualités des saisissants, des témoins et du prévenu, l'espèce et la quantité de la marchandise, et les motifs justifiant la décision prise.

Une copie de cette décision, signée par le directeur de la douane, ou par délégation de ce fonctionnaire, est, dans le jour de sa rédaction ou dans le jour qui suit, envoyée directement par la douane à l'autorité consulaire ou indigène dont dépend le prévenu.

À défaut d'opposition faite par le prévenu et notifiée à la douane dans le délai de quinze jours à compter du jour de la remise de la copie à l'autorité, cette décision devient définitive, sans qu'aucun recours puisse être admis.

Si le prévenu croit devoir faire opposition, cette opposition sera portée devant le tribunal de commerce du ressort. Lorsque le prévenu est sujet étranger, son opposition sera portée devant la Chambre de commerce du tribunal mixte.

Les décisions de la Commission douanière font foi jusqu'à inscription de faux des énonciations qui y sont contenues.

Les procès-verbaux dressés par les agents de la douane font foi jusqu'à preuve contraire.

Si la décision judiciaire rendue en dernier ressort sur l'opposition déclare mal fondée la décision de la Commission douanière, le propriétaire de la marchandise aura droit à une indemnité égale au dommage qu'il aura pu souffrir par suite de la saisie.

L'Administration des douanes aura toujours le droit de transiger avec le prévenu en abaissant la pénalité à une amende qui est à apprécier suivant les circonstances, mais qui ne pourra, en aucun cas être inférieure au double du droit d'importation.

Art. 34.

Les pénalités en matière de contrebande seront applicables, solidairement, aux auteurs et complices quels qu'ils soient ayant concouru à la fraude et aux propriétaires des marchandises.

Art. 35.

En dehors des cas ordinaires de tentative d'introduction frauduleuse, seront considérées comme de contrebande et traitées d'après les règles prescrites à l'article 33 et avec les conséquences ci-dessus:

1° Les marchandises étrangères débarquées irrégulièrement dans les ports ou sur les côtes, déviées de leur route ou déchargées avant d'arriver à la première douane;

2° Les marchandises étrangères que l'on tente de décharger ou de transborder sans qu'elles soient manifestées, ou celles trouvées sur des barques d'une portée ne dépassant pas quinze tonneaux, dirigées vers un port égyptien et dépourvues de manifeste;

3° Les marchandises étrangères trouvées sur le canal maritime de Suez et les lacs qu'il traverse ou aux bouches du Nil, dans des embarcations qui accostent, ou qui sont en communication avec la terre, sans l'autorisation écrite de l'Administration des douanes ou dans les bâtiments qui longent le littoral, jettent l'ancre ou accostent là où il ne se trove pas de bureau des douane.

Ne seront pas toutefois considérées comme de contrebande les marchandises trouvées dans les conditions susdites, si le cas de force majeure est dûment établi;

4° Les marchandises étrangères trouvées sur les personnes, dans les bagages, embarcations ou voitures, ou cachées dans les colis de meubles ou de marchandises d'autre espèce, de manière à faire présumer l'intention de les soustraire aux droits;

5° Les marchandises étrangères enlevées de la douane sans laissez-passer;

6° Les marchandises étrangères déposées dans le désert hors de la ligne douanière et dans des conditions suspectes;

7° Les marchandises étrangères expédiées en cabotage, sans Raftieh, sur des bâtiments d'une portée inférieure à 5 tonneaux;

8° Toutes les marchandises soumises au droit d'exportation dont on effectuerait ou tenterait d'effectuer la sortie, sans les présenter à la douane.

En ce cas, l'amende à prononcer en sus des confiscations sera égale à seize fois le droit d'exportation, et pourra être en cas de récidive portée au double, puis au sextuple de ce chiffre.

Seront également considérées comme de contrebande et traitées d'après les mêmes règles, toutes marchandises prohibées par le Gouvernement, ainsi que les tabacs et les tombacs circulant, en cabotage ou à l'intérieur, ou trouvés sur un point quelconque en contravention aux règlements.

TITRE VIII.

Des contraventions.

Art. 36.

Les contraventions sont punies d'une amende exigible solidairement contre les auteurs, instigateurs et complices, contre les propriétaires des marchandises et contre les capitaines des navires, qui répondront aussi des infractions commises par l'équipage.

Le paiement des amendes prévues au présent titre est exigible dans les cinq jours qui suivront la signification, à moins qu'avant l'expiration de ce délai les intéressés ne se soient pourvus par voie judiciaire contre la décision de l'Administration des douanes.

Les marchandises et navires serviront de garantie suivant les cas au recouvrement des droits et amendes, sans préjudice des dispositions de l'art. 8, alinéa 5, et de toute autre action.

L'amende ne sera pas prononcée si la douane reconnait qu'il y a eu cas de force majeure; la preuve doit, en ce cas, être dûment fournie avant le retrait des marchandises ou le départ des navires; la douane peut même accorder un délai.

L'application de ces amendes est indépendante des droits dus selon les traités, lois et règlements.

Art. 37.

Si des différences en plus existent entre les marchandises et les indications du manifeste de cargaison, le capitaine paiera une amende qui ne pourra être inférieure au droit de douane, ni supérieure au triple de ce droit, pour chaque colis non mentionné sur le manifeste. Si des colis en excédent ont les mêmes marques et numéros que d'autres colis indiqués sur le manifeste, ceux qui seront passibles du droit le plus élevé seront considérés comme non manifestés.

Pour chaque colis porté sur le manifeste et non représenté, d'après l'art. 17, il sera versé une amende qui, outre le droit de douane à évaluer suivant les indications des documents représentés, ne pourra être inférieure à 100 P. T. ni supérieure à 600 P. T.

L'amende pour les marchandises chargées en vrac d'après le manifeste, peut être portée de 60 P. T. à 600 P. T.

Toutefois, les excédents ne dépassant pas dix pour cent, et les manquants ne dépassant pas cinq pour cent, ne donneront pas lieu à l'application des amendes.

Art. 38.

Pour les différences de quantité, de poids ou de qualité entre la déclaration écrite et la marchandise présentée à la visite, il sera perçu une amende qui ne pourra être inférieure au dixième du droit, ni supérieure au droit de douane.

Il n'y aura lieu d'appliquer aucune amende si les différences de quantité, ou de poids, ne dépassent pas cinq pour cent.

Art. 39.

Sont soumis à une amende de P. T. 200 à P. T. 1,000 les capitaines des bâtiments:

1° qui refusent d'exhiber ou qui ne possèdent pas le manifeste légal de la cargaison;

2° qui refusent d'admettre les agents douaniers à bord;

3° qui partent ou tentent de partir sans la permission de la douane;

4° qui contreviennent à toute autre prescription énoncée à l'art. 15.

Le tout sans préjudice des cas de contrebande.

L'amende sera de P. T. 25 à P. T. 200:

1° Au cas où les bâtiments ne seraient pas amarrés dans les endroits désignés;

2° Au cas où les déchargements, chargements et transbordements de marchandises auraient lieu sans la permission de la douane, ou hors de la présence des agents douaniers;

3° Au cas de présentation tardive du manifeste, si le retard n'est pas justifié.

Art. 40.

L'amende sera de P. T. 25 à P. T. 100 au cas de tentative d'importation ou d'exportation en dehors des règles prescrites, même pour les marchandises exemptes des droits d'entrée ou de sortie.

Art. 41.

En cas de soupçons de fraude, les employés peuvent, dans la zone de surveillance, faire des visites ou perquisitions dans l'intérieur des habitations et des magasins, mais seulement dans le but de rechercher une marchandise prohibée ou soustraite au paiement du droit et de la saisir s'il y a lieu.

Il ne doit être cependant procédé à ces visites que sur l'ordre écrit du directeur de la douane et avec l'assistance: 1° d'un employé supérieur du grade d'inspecteur au moins; 2° d'un délégué du Gouvernorat.

Le double de l'ordre de visite, qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition, devra être, le cas échéant, envoyé en temps utile à l'autorité consulaire intéressée, qui devra assister à la perquisition ou s'y fera représenter sans occasionner aucun retard.

Si, quatre heures après la remise du double de l'ordre de perquisition, l'autorité consulaire ne s'est pas faite représenter, elle sera considérée comme voulant s'abstenir et les agents de la douane seront autorisés à procéder à la perquisition.

Dans les localités situées à plus d'une heure de distance du siège d'une autorité consulaire, les agents de la douane pourront procéder à une perquisition en présence de deux témoins de la nationalité du propriétaire ou locataire de la demeure ou du magasin à visiter, ou, à défaut, en présence de deux autres témoins étrangers.

Ces stipulations ne seront pas applicables dans le cas où la perquisition doit être faite dans un magasin indépendant du domicile ou dans des locaux servant exclusivement d'entrepôt ou de dépôt de marchandises. Dans ce cas, il suffira qu'un avis préalable de la visite soit donné au propriétaire ou à son représentant, ou, à défaut, à l'autorité consulaire.

Pour procéder à une visite ou perquisition à bord d'un navire étranger ancré dans un port égyptien, il faut un ordre écrit du directeur de la douane; le double de l'ordre qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition devra être envoyé en temps utile à l'autorité consulaire intéressée, qui pourra se faire représenter, si elle le juge à propos.

Toutefois, la perquisition ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire, pourvu que celle-ci ait été dûment avisée.

Dans tous les cas où l'autorité consulaire n'assiste pas à la perquisition, un procès-verbal devra être dressé et la copie lui sera communiquée sans délai.

Le procès-verbal dressé par les agents de la douane, devra énoncer les dires et observations de la personne chez laquelle la visite aura été pratiquée, ou, en cas d'absence de celle-ci, les dires et observations de ses représentants ou domestiques.

La personne intéressée, ou, à défaut, ses représentants ou domestiques, seront invités à signer le procès-verbal.

Les perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Art. 42.

Anciennes dispositions.

Toutes les dispositions contraires à celles contenues dans le présent règlement sont abrogées.

Le Caire, le 16 février 1909.

Signé: GIACOMO DE MARTINO.
BOUTROS GHALI.

Relazione di S. E. il ministro d'agricoltura, industria e commercio a **S. M. il Re,** *in udienza del 18 marzo 1909, sul decreto che porta disposizioni speciali circa le assicurazioni sulla vita, stipulate nei comuni delle provincie di Messina e di Reggio Calabria.*

SIRE!

Nel sottoporre alla firma di Vostra Maestà il decreto inteso a stabilire alcune speciali disposizioni nei riguardi delle assicurazioni stipulate nelle Provincie colpite dal terremoto del 28 dicembre scorso, avvertiva che, nel presentare al Parlamento questo decreto per la conversione in legge, i provvedimenti in esso contenuti, o che per aver carattere di urgenza, non potevano essere procrastinati, sarebbero stati completati e integrati con altri che equamente contemperassero la tutela degli interessi degli assicurati con la tutela degli interessi delle Società e Associazioni assicuratrici.

Ma per il sopravvenuto scioglimento della Camera e per il conseguente ritardo della convocazione di essa, il Governo è obbligato a fare degli accennati provvedimenti integrativi e completivi oggetto di un altro decreto Reale da sottoporsi poi al Parlamento, insieme a quello precedente del 17 gennaio 1909, n. 30.

Per effetto dell'art. 1 di quest'ultimo decreto il corso dei termini perentori, stabiliti nei contratti di assicurazione, che si maturano dal 25 dicembre 1908 al 31 dicembre 1909, è sospeso fino al 31 dicembre 1909 e, per effetto dell'art. 2, le scadenze dei termini utili per il pagamento, in una sol volta e a rate, dei premi di assicurazione che sono avvenute o si maturano dal 25 dicembre 1908 al 30 giugno 1909 sono prorogate di un anno rispettivamente decorrente da ciascuna delle scadenze stesse.

In conseguenza di queste due disposizioni, le quali si intrecciano e si completano, i premi scaduti in ciascuno dei mesi del 1° semestre 1909 possono essere pagati in ciascuno dei mesi corrispondenti del 1° semestre 1910, e i premi scaduti nel secondo semestre 1909 debbono essere pagati appena maturato, dopo il 31 dicembre 1909, il periodo di mora concesso nelle polizze e che, essendo in generale di 30 giorni, viene per tutte a scadere entro il mese di gennaio 1910. In altri termini i contraenti devono nel 1° semestre 1910 pagare, oltre i premi relativi a quel semestre, anche quelli del 1909 che non siano stati in grado di corrispondere entro quell'anno; con la differenza che quelli del 2° semestre 1909 devono essere pagati entro il mese di gennaio 1910, mentre quelli del 1° semestre 1909 possono essere pagati durante il 1° semestre 1910 alle date corrispondenti in cui sarebbero scaduti nel 1909, se la scadenza non ne fosse stata prorogata di un anno.

Tali disposizioni, se favoriscono i contraenti l'assicurazione possono però riuscire di pregiudizio alle Società e Associazioni assicu-

tratrici, poichè queste, mentre di fronte a tutti i contraenti corrono il rischio di pagare la somma assicurata anche se l'evento contrattualmente preveduto si verifichi durante il periodo di sospensione della scadenza dei premi di assicurazione, sono d'altra parte esposte al pericolo di non riscuotere più questi premi, che costituiscono il corrispettivo del rischio da esse effettivamente già corso durante il detto periodo. Invero nell'assicurazione sulla vita i premi si pagano anticipatamente e il pagamento di essi è facoltativo.

Se questo pagamento non viene effettuato il contratto è risoluto e, se era in vigore da più di un certo periodo di tempo, il contraente ha diritto, secondo le condizioni di polizza, o al rimborso di una parte della riserva matematica (valore di riscatto della polizza) o alla riduzione della somma assicurata in proporzione ai premi versati. Queste clausole contrattuali sono giustificate finchè si applichi il principio accolto nel diritto attuale delle assicurazioni secondo il quale, come si è avvertito, il premio si paga anticipatamente: ma quando invece, come realmente avviene per effetto della proroga delle scadenze dei premi, questi vengono pagati posticipatamente, allora l'osservanza di quelle clausole turba l'equilibrio giuridico del contratto di assicurazione, poichè viene ad ammettere un certo periodo di tempo durante il quale, mentre la Società assicuratrice ha l'obbligo di pagare le somme assicurate, il contraente la assicurazione ha facoltà di non pagare il premio, correspettivo di quell'obbligo.

Ad evitare pertanto questa ingiusta conseguenza occorre dettare disposizioni, le quali, come eccezione alle clausole contrattuali, stabiliscano in modo tassativo l'obbligo nei contraenti di pagare i premi dei quali fu concessa la proroga.

Senonchè può darsi che alcuni dei contraenti, anzichè sottostare a questo pagamento, preferiscano risolvere il contratto, e conviene lasciare ad essi la facoltà di questa risoluzione a patto però che la esercitino entro breve termine: poichè altrimenti la maggior parte di loro rinvierebbero ogni decisione all'ultimo momento e potrebbe così avvenire una selezione degli assicurati a tutto danno delle Società assicuratrici; quelli infatti che alla fine dell'anno si sentissero in cattive condizioni di salute preferirebbero mantenere in vita il contratto, mentre sarebbero i sani quelli che più facilmente si sentirebbero indotti a risolverlo.

Com'è noto, secondo le condizioni di polizza, le Società possono sempre trattenere sulla somma assicurata, quando siasi verificata la condizione per il pagamento di essa, o sul valore di riscatto della polizza l'ammontare dei premi scaduti e non pagati. Ora essendo stata prorogata di un anno la scadenza dei premi del 1° semestre 1909, potrebbe farsi questione se, avvenuta la morte o la risoluzione del contratto entro quel semestre, le Società potrebbero esercitare l'accennato diritto per somme per le quali la scadenza di pagamento non si sarebbe peranco verificata, perchè prorogata all'anno successivo.

Per evitare quindi la possibilità di contestazioni è opportuno una tassativa ed esplicita disposizione a questo riguardo, la quale in pari tempo escluda il diritto delle Società di escutere il contraente quando ed in quanto possano rivalersi, sul valore netto di riscatto della polizza, dell'ammontare dei premi non pagati e che avrebbero dovuto riscuotere se non fosse intervenuta la proroga.

Il R. decreto del 17 gennaio 1909, n. 23 stabilisce che per le persone scomparse in seguito al terremoto l'accertamento delle morti possa essere fatto anche in base a presunzioni con l'osservanza della procedura in esso stabilita. Questo accertamento presuntivo può ammettersi, senza pericolo che si presti a frodi, per tutti i rapporti civili e politici in generale, per i quali le persone scomparse e presunte morte hanno tutto l'interesse di far constare della loro esistenza in vita; ma non è così nei rapporti delle assicurazioni in caso di morte, poichè per questo gli assicurati sono invece interessati a passare per morti allo scopo di far pagare le somme assicurate alle persone che intesero beneficiare col contratto da essi stipulato.

È a ritenersi bensì che gli assicurati animati da questi propositi fraudolenti siano in numero assai scarso; tuttavia è giusto e doveroso tutelare contro costoro le Società e Associazioni assicuratrici al quale scopo si prescrive che nei casi di presunzione di morte ove esse abbiano fondato motivo di dubitare che la morte non sia realmente avvenuta, spetti al tribunale civile, su ricorso dell'interessato, di decidere o sul pagamento immediato totale o parziale della somma dovuta o sul deposito della somma stessa nella cassa dei depositi giudiziari pel termine di 3 anni. E nell'un caso e nell'altro le Società o Associazioni sono dichiarate esenti da ogni responsabilità in quanto abbiano dato esecuzione al decreto del tribunale.

È necessario poi conciliare l'interesse che hanno le Società a garantirsi contro il pericolo di non pagar bene e di dover quindi pagare due volte, con l'interesse che hanno tutti coloro che vantano diritti alla somma assicurata ad ottenerne subito il pagamento, in tutto o in parte, specie se si tratti, come avverrà il più delle volte, di persone bisognose. A questo intento si dispone che quando, per la mancata esibizione della polizza o per altri motivi, le Società abbiano qualche dubbio sulla validità, per esse, del pagamento da farsi ad alcuni interessati, possano fare a questi invito di presentare reclamo al tribunale civile, il quale, in Camera di consiglio, citate le parti, esaminati i documenti e tenuto conto delle speciali circostanze del caso, vedrà se debba autorizzarsi la Società al pagamento di tutta o di parte della somma assicurata, ovvero ordinare il deposito temporaneo di questa nella Cassa dei depositi giudiziari a tutela dei diritti dell'Istituto assicuratore e dei terzi.

E in quanto abbia dato esecuzione a questo decreto del tribunale civile l'Istituto assicuratore è esplicitamente dichiarato esente da ogni responsabilità.

Le Società d'assicurazione hanno già dato comunicazione al Ministero di agricoltura, industria e commercio di tutti i contratti di assicurazione in caso di morte e a termine fisso da esse stipulati nelle provincie di Messina e di Reggio Calabria; ma occorre che il Ministero sia in grado di seguire le ulteriori vicende di questi contratti e che sia inoltre preveduto e impedito il caso che i diritti derivanti dai contratti stessi cadano in prescrizione. A questo duplice intento si dispone anzitutto che ogni mese le Società debbano dare comunicazione al Ministero di agricoltura, industria e commercio di quelli, fra i contratti predetti, per i quali, nel corso del mese precedente, fu pagata la somma assicurata: si stabilisce poi, che entro il mese di dicembre 1910, e cioè, prima che si compia l'anno di prescrizione per i decessi avvenuti il 28 dicembre 1908, gli Istituti assicuratori debbano, di propria iniziativa, versare nella Cassa dei depositi giudiziari le somme assicurate su polizze scadute o sinistrate e delle quali, per una causa qualsiasi, non sia stato effettuato il pagamento. Così pure per le polizze di assicurazione a termine fisso, per le quali sia accertata anche con la procedura di presunzione stabilita dal R. decreto 17 gennaio 1909, n. 23, la morte dell'assicurato, qualora il termine stabilito nella polizza sia scaduto o scada prima del 31 dicembre 1910, le somme assicurate, che, quindici giorni prima della scadenza del termine di prescrizione stabilito nell'art. 924 del Codice di commercio, fossero tuttora giacenti presso gli Istituti assicuratori, saranno, a cura di questi, versate nella Cassa dei depositi giudiziari.

In tal guisa presso la Cassa dei depositi giudiziari si troveranno tutte le somme assicurate con polizze sinistrate prima del 31 dicembre 1909 e delle quali le Società non abbiano potuto, per una causa qualsiasi, effettuare il pagamento.

Trascorsi tre anni dal giorno del deposito predetto ogni diritto degli eredi è prescritto e le somme tuttora depositate si considerano come eredità vacanti. Considerazioni di equità e di opportunità hanno indotto il Governo a fare in tal modo eccezione al principio di diritto comune secondo il quale solo dopo trent'anni dalla morte del *de cujus* le eredità giacenti sono, come eredità vacanti, devolute allo Stato. Indubbiamente la catastrofe tellurica che ha colpito le provincie di Messina e di Reggio Calabria costituisce un feno-

meno di una gravità così eccezionale da perturbare i calcoli preventivi di mortalità che stanno a base delle assicurazioni sulla vita.

E poggiandosi su questa considerazione alcune Società o Associazioni assicuratrici hanno richiesto che il Governo eccezionalmente le esoneri dal pagare le somme che eventualmente non venissero reclamate da eredi entro il decimo grado degli assicurati o dei beneficiari morti in occasione del terremoto e che, come eredità vacanti, sarebbero devolute allo Stato.

Ma non è sembrato opportuno assecondare questa domanda sia per mantenere invulnerato il principio che la mancanza di beneficiari, o di eredi di questi, non esonera le Società dall'obbligo di pagare la somma assicurata a favore dell'eredità giacente; sia perchè il vantaggio che ne sarebbe derivato alle singole Società non avrebbe avuto alcun rapporto di proporzionalità col danno da ciascuna di esse risentito in conseguenza al terremoto, sia infine per non escludere interamente il diritto riconosciuto alla Cassa nazionale di previdenza per gli operai dalla legge che l'ha instituita e che ha compreso fra le entrate ordinarie di quella Cassa i proventi delle eredità vacanti.

Sarebbe però equo che una parte almeno di questi proventi, in quanto derivino da polizze di assicurazione sinistrate in conseguenza al terremoto, fossero devoluti a beneficio degli Istituti assicuratori. Come si è già avvertito, questi Istituti, per effetto degli articoli 1 e 2 del R. decreto 17 gennaio 1909, n. 30, mentre sono esposti a rischio di pagare le somme stabilite nel contratto se la morte degli assicurati sia avvenuta od avvenga durante il periodo di proroga del pagamento dei premi di assicurazione, possono poi non incassare questi premi che costituiscono il correspettivo dell'assicurazione da essi prestata durante il detto periodo. Ciò che avverrà quando l'ammontare dei premi sia superiore al valore netto di riscatto della polizza o il contraente sia insolvente.

Forse questi casi non saranno in gran numero, ma in previsione di essi è legittimo il desiderio delle Società di essere in qualche modo compensate. D'altra parte il disastro assunse veramente proporzioni tali che, come provvedimenti eccezionali sono stati ritenuti necessari a favore degli assicurati, sembrerebbero pure giustificati provvedimenti eccezionali in favore degli Istituti assicuratori, e specialmente di quelli fra essi che, per essere di recente costituzione o per avere assunto la forma mutua, non hanno costituito forti riserve, e più ragionevolmente temono compromesso, in conseguenza al terremoto, l'equilibrio del loro bilancio tecnico. Tuttavia per un doveroso riguardo verso il Parlamento conviene non pregiudicare con tassative disposizioni del decreto ora sottoposto alla firma di Vostra Maestà la questione relativa all'assegnazione delle somme depositate presso la Cassa dei depositi giudiziari che cadranno in prescrizione e riservare invece ad una legge speciale il compito di provvedere all'assegnazione predetta.

Alcune delle Società di assicurazione, e specialmente le straniere, sogliono emettere polizze di assicurazione pagabili al portatore: aggiungasi poi che, quando pure sia indicata la persona del beneficiario, non è escluso che la polizza possa essere validamente ceduta senza darne notificazione all'Istituto assicuratore.

Onde, prevedendo la dispersione di molte delle polizze emesse nei paesi danneggiati dal terremoto e la conseguente richiesta di duplicati, alcuni degli Istituti assicuratori hanno espresso il desiderio che il rilascio di questi duplicati sia circondato dalle necessarie garanzie per impedire le frodi e le contestazioni che potrebbero avvenire qualora, per la stessa assicurazione, rimanessero in circolazione più polizze. E a questo scopo hanno proposto che il rilascio dei duplicati sia, come infatti si dispone nell'art. 8, subordinato alla stessa procedura di ammortamento prescritta dalla legge 14 luglio 1887, n. 4715, modificata dalla legge 9 aprile 1908, n. 174, per la emissione, in caso di perdita, dei duplicati dei titoli rappresentativi dei depositi bancari.

Questi che ho avuto l'onore di esporre sono i provvedimenti contenuti nel decreto che mi permetto sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà con riserva di presentarlo poi al Parlamento per la conversione in legge.

Il ministro
F. COCCO-ORTU.

Il numero **181** *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduta la legge 12 gennaio 1909, n. 12, concernente provvedimenti a favore dei danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908;

Veduto il R. decreto 17 gennaio 1909, n. 30, contenente disposizioni speciali per le assicurazioni stipulate nelle provincie di Messina e di Reggio Calabria, colpite dal terremoto predetto;

Considerata la convenienza di completare le preaccennate disposizioni speciali con altre che equamente contemperino la tutela degli interessi degli assicurati con la tutela degli interessi degli Istituti assicuratori;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per l'agricoltura, l'industria ed il commercio, di concerto col Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari di grazia e giustizia e dei culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Alle assicurazioni stipulate nei comuni delle provincie di Messina e di Reggio Calabria, compresi nell'elenco di cui all'art. 1 della legge 12 gennaio 1909, n. 12, oltre alle disposizioni contenute nel R. decreto del 17 gennaio 1909, n. 30, si applicheranno quelle degli articoli seguenti.

Art. 2.

I contraenti l'assicurazione vita, qualora, entro un mese dalla pubblicazione del presente decreto, non dichiarino di voler risolvere il contratto, sono obbligati a pagare i premi, dei quali fu prorogata la scadenza con l'art. 2 del R. decreto 17 gennaio 1909, n. 30, non più tardi della scadenza così prorogata, dopo la quale le Società od Associazioni potranno esigerne il pagamento non ostante qualunque patto in contrario contenuto nelle polizze e semprechè non ricorra l'applicazione del capoverso seguente.

Se l'assicurato sia morto, ovvero se il valore di riscatto della polizza, dedotte le somme eventualmente anticipate a titolo di prestito e i relativi interessi, sia eguale o superiore all'ammontare dei premi non pagati e che le Società o Associazioni avrebbero dovuto riscuotere se non fosse intervenuta la proroga predetta, le Società o Associazioni medesime si rivarranno dei premi ad esse spettanti sull'ammontare delle somme assicurate o sul valore netto di riscatto delle polizze.

La disposizione del capoverso precedente si appli-

cherà fino a concorrenza del valore netto di riscatto della polizza, se questo valore sia inferiore all'ammontare dei premi di cui è cenno nel capoverso stesso.

Art. 3.

Le Società o Associazioni di assicurazione, qualora, pure essendo la morte dell'assicurato provata con la procedura di presunzione stabilita negli articoli 3 e seguenti del R. decreto 17 gennaio 1909, n. 23, abbiano fondato motivo di dubitare che la morte non sia realmente avvenuta, possono rifiutare il pagamento della somma assicurata, e devono invitare il beneficiario a presentare ricorso al competente tribunale civile.

Il tribunale civile decide sul ricorso in Camera di consiglio, citate le parti, e può ordinare il pagamento immediato di tutta o di parte della somma assicurata al beneficiario, ovvero il deposito di tutta o di parte della somma stessa nella Cassa dei depositi giudiziari per il termine e per gli effetti di cui al capoverso seguente. Le spese del provvedimento del tribunale saranno a carico delle Società o delle Associazioni di assicurazione nei casi in cui il tribunale riconosca che non vi erano fondati motivi di dubitare della morte dell'assicurato.

Le somme delle quali sia stato ordinato il deposito presso la Cassa dei depositi giudiziari vi rimarranno vincolate per il termine di tre anni, durante il quale saranno dalla Cassa pagati al beneficiario gli interessi corrispondenti; trascorso questo termine, senza che la presunzione di morte dell'assicurato sia stata impugnata, saranno liberate dal vincolo.

Nel caso in cui coloro che richiedono il pagamento delle somme assicurate non siano in grado di esibire le polizze e non esistano elementi sufficienti per escludere la possibilità di una valida cessione di esse, oppure nel caso in cui siavi dubbio sulla loro qualità di eredi o di aventi diritto alla somma assicurata, le Società o Associazioni di assicurazione li inviteranno a presentare ricorso al competente tribunale civile, il quale deciderà in Camera di consiglio, citate le parti, e salvo sempre il deposito di cui sopra, quando il tribunale lo riconosca opportuno a cautela dei diritti dell'Istituto assicuratore o dei terzi.

Le Società o Associazioni di assicurazione sono esonerate da ogni e qualunque responsabilità sia verso l'assicurato, come verso i terzi, in quanto abbiano dato esecuzione ai decreti emessi dal tribunale civile in conformità alle disposizioni del primo e terzo capoverso del presente articolo.

Art. 4.

Entro i primi dieci giorni di ogni mese le Società o Associazioni di assicurazione sulla vita debbono rimettere al Ministero di agricoltura, industria e commercio un elenco delle polizze scadute o sinistrate prima del 31 dicembre 1909 per le quali, nel mese precedente, abbiano pagata la somma rispettivamente assicurata. L'elenco dovrà contenere le indicazioni che saranno richieste dal Ministero predetto con apposito modulo.

Entro il mese di dicembre dell'anno 1910 le somme assicurate che le Società o Associazioni di assicurazione non avessero pagate per una causa qualsiasi sulle polizze scadute o sinistrate, saranno, a cura delle Società od Associazioni medesime, versate nella Cassa dei depositi giudiziari, sotto deduzione delle somme ad esse eventualmente spettanti.

Le modalità per il versamento saranno determinate dal Ministero d'agricoltura, industria e commercio di concerto col Ministero del tesoro.

Art. 5.

Per le polizze di assicurazione dette *a termine fisso* per le quali sia accertata, anche con la procedura di presunzione richiamata nel precedente art. 3, la morte dell'assicurato, qualora il termine stabilito nella polizza sia scaduto o scada prima del 31 dicembre 1910, le somme assicurate che fossero tuttora giacenti presso le Società od Associazioni, saranno a cura di queste, entro i quindici giorni precedenti la scadenza del termine di prescrizione stabilito dall'art. 924 del Codice di commercio, versate alla Cassa dei depositi giudiziari, sotto deduzione delle somme eventualmente spettanti alle Società od Associazioni predette.

Art. 6.

Le Società o le Associazioni di assicurazione che omettano di ottemperare alle disposizioni dell'articolo precedente e del penultimo capoverso dell'art. 4 nei termini stabiliti, debbono, in aggiunta alle somme delle quali avrebbero dovuto effettuare il deposito, versare, a titolo di multa, cinque centesimi per ogni 100 lire o frazione di 100 lire della somma stessa e per ogni giorno di ritardo.

Art. 7.

Trascorsi tre anni dal giorno del deposito delle somme assicurate presso la Cassa dei depositi giudiziari, effettuato a norma degli articoli 4 e 5 del presente decreto, gli eredi non avranno più alcun diritto sulle somme stesse.

Con apposita legge saranno stabilite le norme per l'assegnazione delle somme predette non pagate ad eredi od aventi diritto e prescritte per effetto della disposizione della prima parte del presente articolo.

Art. 8.

In caso di perdita di polizze di assicurazione sulla vita, gli interessati potranno, a loro richiesta, ottenerne un duplicato, purchè adempiano la procedura stabilita dalla legge del 14 luglio 1887, n. 4715, modi-

ficata dalla legge del 9 aprile 1908, n. 174, per la emissione, in caso di perdita, dei duplicati dei titoli rappresentativi dei depositi bancari.

Tutti gli atti occorrenti per conseguire il duplicato della polizza sono esenti da ogni tassa di bollo e le pubblicazioni nel giornale degli annunzi giudiziari della Provincia saranno fatte senza spesa.

Art. 9.

Il presente decreto avrà effetto dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale* del Regno e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 marzo 1909.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — F. COCCO-ORTU — ORLANDO.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

Il numero 182 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 47 e 48 della legge elettorale politica, testo unico, approvato con R. decreto 28 marzo 1895, n. 83;

Vedute le deliberazioni della Commissione elettorale comunale di Piscopio e della Commissione elettorale provinciale di Catanzaro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Nel Collegio di Monteleone di Calabria, provincia di Catanzaro, il comune di Piscopio è distaccato dal comune di Monteleone di Calabria ed aggregato alla sezione elettorale politica del comune di San Gregorio d'Ippona.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 marzo 1909.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

Il numero 183 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la legge 12 gennaio 1909, n. 12, recante provvedimenti a sollievo dei danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908, la quale all'art. 1 assegna la somma di lire trentamilioni, da prelevarsi dalle eccedenze di cassa provenienti dagli avanzi dell'esercizio 1907-908, allo scopo di provvedere a bisogni ed opere urgenti e a riparare o ricostruire edifici pubblici danneggiati autorizzando il Governo a ripartire detta somma fra i bilanci dello Stato secondo le rispettive competenze;

Riconosciuta l'insufficienza del fondo di L. 300,000 già inscritte con Nostro decreto 14 febbraio 1909, n. 85, all'art. 2 del capitolo n. 170-*bis* dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno, per provvedere all'acquisto e trasporto di materiale sanitario, al ricovero e cura dei feriti e al seppellimento dei cadaveri nelle località devastate dal terremoto;

Considerato che sulla predetta somma di L. 30,000,000, in conseguenza delle assegnazioni già autorizzate in L. 24,633,469, rimane disponibile la somma di L. 5,366,531;

Vista la legge 4 giugno 1908, n. 229, che approva lo stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno per l'esercizio finanziario in corso;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

In conto del fondo di L. 30,000,000 stabilito dall'articolo 1 della legge 12 gennaio 1909, n. 12, è autorizzata l'assegnazione della somma di lire trecentocinquantamila (L. 350,000) da inscriversi nello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno per l'esercizio finanziario 1908-909 in aumento alla dotazione del capitolo n. 170-*bis* « Assegnazione prelevata dal fondo di L. 30,000,000 di cui all'art. 1 della legge 12 gennaio 1909, n. 12, per provvedimenti di sanità e sicurezza pubblica, in seguito al terremoto nelle provincie di Messina e di Reggio Calabria » all'articolo n. 2 « Sussidi per provvedimenti profilattici - Spese per acquisto, preparazione, trasporto, magazzinaggio e conservazione di materiale profilattico ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare

Dato a Roma, addì 1° aprile 1909.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — CARCANO.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

MINISTERO DELLA MARINA — Direzione generale della marina mercantile

Navi a vapore dichiarate agli effetti dei compensi daziari e di costruzione stabiliti dalla legge 16 maggio 1901, n. 176

Esercizio finanziario 1908-1909

I. - Navi a vapore in corso di costruzione o da costruirsi (*al 31 marzo 1909*).

N. d'ordine	DATA della dichiarazione		DENOMINAZIONE o designazione provvisoria	STAZZA lorda presunta (tonnellate)	CANTIERE E COSTRUTTORE
	Navi a vapore in ferro o in acciaio.				
1	4 novembre	1905	Duca d'Aosta (n. XII)	7.600	Palermo (Società cantieri navali riuniti).
2	26 giugno	1907	provv. n. 48	8.600	Muggiano id. id. id.
3	22 gennaio	1908	Eugenio S.	650	Chioggia (Menetto e Soncini)
4	11 maggio	»	costr. n. 10	5.380	Ancona (Società cantieri navali riuniti)
5	23 id.	»	ferry boat F. B.	1.500	Livorno (F.lli Orlando e C.).
6	18 agosto	»	provv. n. 206	2.800	Genova-Foce (Ditta N. Odero e C.).
7	29 id.	»	Città di Cremona	56	Sampierdarena (F.sco Baracchini).
8	3 novembre	»	ferry boat n. 1	1.000	Napoli (Ditta C. e T. T. Pattison).
9	22 gennaio	1909	provv. n. 9	110	Venezia (Società anonima veneziana industrie nav. e meccaniche).
10	20 febbraio	»	» V. S. G. 55	30	Id. (Vianello, Moro, Sartori e C.).
11	20 id.	»	» V. S. G. 56	30	Id. id. id.
12	20 id.	»	» F. S. 54	30	Id. id. id.
13	2 marzo	»	Maddalena	1.700	Riva Trigoso (Società esercizio bacini).
14	11 id.	»	Caprera	1.800	Livorno (F.lli Orlando e C.).
15	19 id.	»	provv. n. 85	65	Sampierdarena (Società anonima cooperativa di produzione)
16	26 id.	»	» n. 243	3.500	Sestri Ponente (Ditta N. Odero fu Aless. e C.).
17	29 id.	»	» n. 207	3.500	Genova-Foce (Ditta N. Odero e C.).
				38 151	
	Navi a vapore in legno di piccolo tonnellaggio.				
	N. 16 navi			490	
			Totale tonn.	38.641	

II. - Navi a vapore già costruite o in corso di allestimento.

Navi a vapore per le quali sono stati concessi i compensi daziari e di costruzione dal 1° luglio 1908 al 31 marzo 1909	N. 29	Tonn. 22,829
Navi a vapore, già varate, per le quali non sono stati ancora concessi i compensi	» 15	» 38,596
	N. 44	Tonn. 61,425

Il direttore generale: BRUNO.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

UFFICIALI IN SERVIZIO PERMANENTE.

Corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 21 marzo 1909:

Magnino Giovanni, capitano 11 artiglieria, trasferito nel corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 25 marzo 1909:

Luzzatto Cesare, capitano 18 artiglieria campagna, trasferito nel corpo di stato maggiore.

Arma dei carabinieri reali.

Con R. decreto del 28 marzo 1909:

Serra dei conti Serra, nobile cav. don Francesco, capitano legione Cagliari, rettificato il cognome come appresso: Serra cavaliere nobile conte don Francesco.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 4 marzo 1909:

Giordano Michele, capitano 7 fanteria, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 4 marzo 1909.

Con R. decreto del 18 marzo 1909:

Rinaldi cav. Pietro, maggiore di riserva, revocati i RR. decreti 13

gennaio e 17 agosto 1907 di collocamento in congedo provvisorio e di collocamento a riposo con inscrizione nella riserva, collocato in posizione ausiliaria per ragione di età, dal 30 agosto 1908.

Cantalupi Angelo, capitano 77 fanteria, collocato in aspettativa speciale.

Cherici Guido, id. 60 id., id. in aspettativa per infermità temporarie incontrate per ragioni di servizio.

D'Antuoni Angelo, id. in aspettativa speciale, a Spezia (Massa), richiamato in servizio dal 22 marzo 1909.

Montessori Carlo, tenente in aspettativa, richiamato in servizio dal 19 marzo 1909.

Tassi Angelo, id. in aspettativa, richiamato in servizio dal 20 marzo 1909.

Chiapparo Giovanni, id. id. per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

Basteri Pietro, id. a disposizione Ministero affari esteri, cessa di essere a disposizione dell'anzidetto Ministero, dal 14 marzo 1909.

Allegra Adolfo, sottotenente in aspettativa, richiamato in servizio dal 20 marzo 1909.

Cuccaro Virgilio, capomusica in aspettativa, richiamato in servizio dal 14 gennaio 1909.

Con R. decreto del 21 marzo 1909:

Ricciardi Roberto, capitano in aspettativa speciale, richiamato in servizio dal 21 marzo 1909.

Con R. decreto del 25 marzo 1909:

Ferri-Pegnalver Ferdinando, capitano in aspettativa speciale, richiamato in servizio, dal 24 marzo 1909.

Gentile Roberto, id. id., id. id., dal 24 id.

Cacace Carlo, id. 7 bersaglieri, collocato in aspettativa speciale.

Malan Stefano, id. in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'attuale aspettativa è prorogata.

Macchi Aldo, tenente 29 fanteria, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 28 marzo 1909:

Tiana Salvatore, capitano in aspettativa speciale, richiamato in servizio, dal 29 marzo 1909.

Ficca Alfonso, id. id., id. id., dal 29 id.

Napolitano Eduardo, id. id., id. id., dal 29 id.

Zambusi Luigi, id. 13 fanteria — Basadonna Ettore, id. applicato di stato maggiore comando divisione Alessandria — Corà Giuseppe, id. 33 fanteria, collocati in aspettativa speciale.

Seghi Tommaso, tenente 36 id., collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Niccolosi Carlo, id. in aspettativa, richiamato in servizio, dal 27 marzo 1909.

Rettificato il cognome dei seguenti ufficiali come risulta a fianco di ciascuno di essi:

Mastai Pio, tenente 14 fanteria: Mastai Ferretti Pio.

Cagnis di Castellamonte Carlo, id. 92 id.: Cagnis conte dei conti di Castellamonte signore di Lessolo Carlo.

Con R. decreto del 1° aprile 1909:

Pallottino cav. Vincenzo, capitano 47 fanteria — Ravera Giuseppe, id. 86 id. — Poccia Vincenzo, id. in aspettativa speciale — Carlotti Enrico, id. 59 id., collocati in posizione ausiliaria, per ragione di età.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 25 marzo 1909:

Leitenitz Alberto, tenente in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

Arma di artiglieria.

Con R. decreto del 4 marzo 1909:

Donini Donnino, tenente in aspettativa per motivi di famiglia, dispensato, a sua domanda, dal servizio permanente dal 5 marzo 1909, ed inscritto col suo grado e con anzianità 1° dicembre 1906 nel ruolo degli ufficiali di complemento dell'arma di artiglieria.

Con R. decreto del 25 marzo 1909:

Tomasuolo cav. Eduardo, colonnello comandante 14 artiglieria campagna, collocato in disponibilità.

Del Bono cav. Giovanni, tenente colonnello 1° id. costa, id. in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 28 marzo 1909:

Abbate Giacomo, capitano in aspettativa per motivi di famiglia, ammesso, a datare dal 3 aprile 1909, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado ed arma, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

Becherini Oreste, tenente 19 artiglieria campagna, collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego.

Arma del genio.

Con R. decreto del 25 febbraio 1909:

Pinto cav. Donato, colonnello direttore genio Napoli, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 15 marzo 1909.

Coletti cav. Domenico, id. direttore autonomo genio Spezia (marina), cessa di essere a disposizione del Ministero della marina, ed è nominato direttore genio Napoli, dal 15 id.

Comotti cav. Pietro, tenente colonnello comando genio Verona, collocato a disposizione del Ministero della marina ed incaricato delle funzioni di direttore autonomo genio Spezia (marina), dal 15 id.

Con R. decreto dell'11 marzo 1909:

Gaddi Nestore, tenente 1° genio, collocato a disposizione del Ministero degli esteri dal 19 febbraio 1909, in soprannumero al Regio corpo di truppe coloniali del Benadir.

Personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 18 marzo 1909:

I seguenti ufficiali sono collocati in posizione ausiliaria, per ragione di età, con decorrenza per gli assegni dalla data per ciascuno indicata:

Boldi cav. Francesco, capitano distretto Varese, dal 10 aprile 1909.

Salemi Luigi, id. id. Brescia, id. 12 id.

Con R. decreto del 23 marzo 1909:

Del Re cav. Antonio, colonnello comandante distretto Palermo, esonerato dall'attuale comando e nominato comandante distretto Messina.

I seguenti colonnelli dell'arma di fanteria sono esonerati dall'attuale loro comando, contemporaneamente trasferiti nel personale permanente dei distretti e nominati comandanti del distretto per ciascuno indicato:

Grillo cav. Faustino, comandante 9 fanteria, comandante distretto Palermo.

Buscemi cav. Antonio, id. 29 id., id. id. Cefalù.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto del 25 marzo 1909:

De Porcellinis Carlo, sottotenente in aspettativa, richiamato in servizio dal 5 aprile 1909.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del Debito pubblico

1ª Pubblicazione.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della legge 10 luglio 1861, n. 94 e 136 del regolamento approvato con Reale decreto 8 ottobre 1870, n. 5942;

Si notifica che ai termini dell'art. 135 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi;

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 139 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI		AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Debito perpetuo 5 % dei Comuni di Sicilia	3757	Tornambene Antonia fu Vincenzo	Lire	9 —
»	3758	Asmundo e Tornambene Benedetto, Salvatore e Maria fu Michele	»	27 —
Consolidato 3.75 %	201920	Fazzini Luisa del fu Gaetano, moglie di Giuseppe Guida di Francesco, domiciliata a Napoli. Con vincolo dotale	»	813 75
Consolidato 5 %	1039202	Trapani Angelina di Antonio, nubile, domiciliata a Polizzi Generosa (Palermo)	»	20 —
Consolidato 3 75 %	332560	Miceli Susanna di Luca, moglie di Azzarello Filippo di Francesco, domiciliata a Messina	»	1500 —
»	475082	Carbonaro Concetta di Antonino, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata a Messina	»	75 —
»	511884	La Barbera Filomena fu Francesco, moglie di Carbonaro Antonino, domiciliata a Messina	»	37 50
»	546276	Intestata come la precedente iscrizione	»	56 25
»	503308	Eandi Lorenzina, Giovanni, Matilde, Chiaffredo, Domenica, Annetta, Giacomo e Vincenzina fu Giovanni Andrea, minori, sotto la patria potestà della madre Rosso Lucia fu Chiaffredo, vedova di Eandi Giovanni Andrea, domiciliati a Saluzzo (Cuneo). Vincolata	»	97 50
»	305559	Arcara Antonio fu Salvatore, domiciliato in Palermo. Vincolata	»	112 50
Debito perpetuo 5 % dei Comuni di Sicilia	6880	Maggiore chiesa della città di Messina, rappresentata dal decano *pro-tempore*	»	123 16
»	6881	Intestata come la precedente iscrizione	»	26 09
»	6882	Canonico più anziano *pro-tempore* della cattedrale di Messina	»	25 32
»	6883	Canonico più anziano della cattedrale chiesa di Messina presente e quello che *pro-tempore* sarà	»	70 34
»	6884	Decano della maggiore chiesa di Messina	»	4 25

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI		AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Debito Pontificio 1860-64	323	Scuola pia delle Fanciulle in Montalboddo, diocesi di Senigallia	Lire	5 —
Consolidato 3 75 %	237190	Longo Camilla di Vincenzo, moglie di Corapi Rodolfo, domiciliata a Villa San Giovanni (Reggio Calabria). Vincolata	»	202 50
»	406192	Rebora Livia di Pietro, nubile, domiciliata a Messina. Vincolata	»	300 —
»	454648	De Cindio Bianca fu Giovanni, minore, sotto la patria potestà della madre Avenia Gaetanina di Salvatore, vedova De Cindio, domiciliata in Piacenza	»	101 25
»	454649 Certificato di proprietà e di usufrutto	Intestata come la precedente iscrizione e vincolata d'usufrutto vitalizio ad Avenia Gaetanina di Salvatore, vedova di Giovanni De Cindio, domiciliata in Piacenza .	»	48 75
»	43714	Reale arciconfraternita e Monte di San Giuseppe dell'Opera di vestire i nudi per la cappellania giornaliera disposta dal fu Luigi Pionati, rappresentata dal priore *pro-tempore*. Vincolata	»	382 50
»	43716	Arciconfraternita del SS. Rosario della Sanità, rappresentata dal priore *pro-tempore*. Vincolata	»	382 50
»	419679	La Martina Domenica di Rosario, moglie di Miceli Antonino, domiciliata in Cefalù (Palermo)	»	150 —
»	505767	Buonocore Roberto fu Bartolomeo, domiciliato a Napoli. Vincolata d'usufrutto	»	750 —
»	45142	Taglialatela Rosa fu Nicola, domiciliata a Napoli	»	67 50
»	50507	Taglialatela Rosa fu Nicola, nubile, domiciliata a Napoli .	»	3 75
»	239041	Arena Santa di Andrea, moglie di Rocco Mollica di Ignazio, domiciliata in Messina. Vincolata.	»	93 75
»	310004	Intestata e vincolata come la precedente iscrizione	»	93 75
Consolidato 5 %	334242	Salamone Gioachino fu Placido, domiciliato a Mistretta . .	»	2000 —
Consolidato 3.75 %	134948	Maurigi Concetta di Giovanni Battista, moglie di Micali Francesco di Giuseppe, domiciliata a Messina.	»	75 —
»	320517	De Donato Rosa di Carlo, nubile, domiciliata in Catania. Vincolata.	»	562 50
»	223717	Talamo Antonio fu Raffaele, domiciliato a Messina	»	1125 —
»	232299	Intestata come le precedente iscrizione	»	1125 —
»	215410	Intestata come la precedente iscrizione	»	750 —
»	355274	Intestata come la precedente iscrizione	»	563 50
Consolidato 5 %	1152686	Vangeli Gregorio fu Filippo, domiciliato in Napoli. Vincolata	»	40 —

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI		AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Consolidato 3 75 %	390436 Solo certificato d'usufrutto	Per l'usufrutto a: Crolla Erminia fu Pier Igino, vedova di Monaco Felice, domiciliata in Torino	Lire	562 50
		Per la proprietà a: Crolla Giuseppe fu Giuseppe, domiciliato in Torino		
»	533531 Solo certificato d'usufrutto	Per l'usufrutto a: Crolla Erminia fu Pier Igino, vedova di Monaco Felice, domiciliata in Torino	»	150 —
		Per la proprietà a: Ariotti Silvia fu Giacomo, vedova di Fabbrini Umberto, domiciliata in Torino.		
	556469 Solo certificato d'usufrutto	Per l'usufrutto a: Crolla Erminia fu Pier Igino, vedova di Monaco Felice domiciliata in Torino	»	375 —
		Per la proprietà a: Isnardi Erminia fu Felice, nubile, domiciliata in Torino.		
»	478111	Campisi Grazia di Giovanni, moglie di Zannelli Enrico di Matteo, domiciliata in Messina. Vincolata per dote . .	»	225 —
»	329702	Aricò Rosina di Orazio, maritata Sindona, domiciliata a Messina	»	165 —
»	216716	Costa Filippa di Placido, moglie di Musicò Fortunato, domiciliata in Messina	»	93 75
»	455763	Doniselli Luigi di Alfredo, domiciliato in Milano. Vincolata.	»	450 —

Roma, 31 marzo 1909.

Per il capo sezione FRANCINI. — *Per il direttore generale* GARBAZZI. — *Il direttore capo della 1ª divisione* PIETRACAPRINA.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75-3.50 0[0, cioè: n. 386,784 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 1,276,312 già consolidato 5 0[0), per L. 41.25-38.50, al nome di Giacone *Caterina* di Giuseppe, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Buttigliera Alta (Torino), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Giacone *Anna Catterina* di Giuseppe, ecc., ecc., come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 15 aprile 1909.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (3ª pubblicazione).

Il signor Graziotti Giuseppe ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 184 ordinale, n. 876 di protocollo e n. 4724 di posizione, statagli rilasciata dall'intendenza di finanza di Brescia, in data 1° dicembre 1908, in seguito alla presentazione di un certificato di proprietà della rendita di L. 138.75, consolidato 3.75 0[0, con decorrenza dal 1° luglio 1908 e del relativo certificato d'usufrutto.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al signor Graziotti Giuseppe fu Giacomo, i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 15 aprile 1909.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (3ª pubblicazione)

Il signor Ottoboni Enrico fu Andrea ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 1354 ordinale, n. 238 di protocollo e n. 23,370 di posizione, statagli rilasciata dalla intendenza di finanza di Genova in data 28 gennaio 1909, in seguito alla présentazione di quattro cartelle della rendita complessiva di L. 60 consolidato 3.75 0[0 con decorrenza dal 1° gennaio 1909.

A termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un

mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Ottoboni predetto, il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 15 aprile 1909.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Direzione generale del tesoro ***(Divisione portafoglio).***

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 16 aprile, in L. 100.59.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro ***(Divisione portafoglio).***

15 aprile 1909.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % *netto*	104.91 57	103.04 57	103.83 11
3 1/2 % *netto*	103.94 69	102.19 69	102.93 30
3 % *lordo*	71.67 50	70.47 50	71.57 66

CONCORSI

MINISTERO DELLE FINANZE

Direzione generale delle privative

Amministrazione del lotto pubblico

AVVISO DI CONCORSO

per la nomina a ricevitore al Banco lotto n. 138 in Novi Ligure (compartimento di Torino) in base alle seguenti risultanze dell'ultimo triennio:

Esercizio 1905-1906 — Riscossione L. 78,258 — Aggio lordo L. 5230.
Esercizio 1906-1907 — Riscossione L. 73,679 — Aggio lordo L. 5046.
Esercizio 1907-1908 — Riscossione L. 80,464 — Aggio lordo L. 5318.
Media annuale — Riscossione L. 77,467 — Aggio lordo L. 5198.

Il concorso è aperto, a titolo di promozione, fra i ricevitori del lotto che a tutto il giorno 10 maggio 1909, termine utile per la presentazione delle domande, contino almeno un triennio di gestione personale continuata nel Banco di cui sono titolari e godano di un aggio medio non inferiore a L. 3698.

I ricevitori non ancora soggetti alla disposizione dell'art. 10 della legge 22 luglio 1906, n. 623, possono concorrere con un aggio effettivo non inferiore a L. 3258.40 il quale (con l'aumento accordato dall'art. 23 della legge stessa) corrisponde a quello sopraindicato.

A garanzia dell'esercizio del Banco dovrà essere prestata una cauzione in numerario, o in titoli del Debito pubblico dello Stato, corrispondente al capitale di L. 5960.

Ai sensi della legge 22 luglio 1906, n. 623, il quinto dell'aggio annualmente liquidato al Banco oltre le L. 1500 verrà attribuito alla « Cassa sovvenzioni » e sullo stesso aggio dovrà altresì corrispondersi la ritenuta fissata a favore del « Fondo di previdenza ».

Il conferimento del Banco è inoltre vincolato all'obbligo della gestione personale ed alla condizione di mantenere aperta al pubblico la collettoria di Ovada la cui riscossione media annuale è stata nell'ultimo triennio di L. 16,398.

Le domande, stese in carta da bollo da cent. 50, dovranno essere rivolte alla Direzione compartimentale da cui gli aspiranti dipendono, entro il giorno sopraindicato, con quei documenti che essi credessero nel proprio interesse di allegarvi.

Dalla Direzione generale delle privative.

Roma, il 31 marzo 1909.

Per il direttore capo della divisione VI
C. BRUNO.

IL GUARDASIGILLI MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Visto l'art. 12 della legge 14 luglio 1907, n. 511, in relazione con l'art. 9 della legge sull'ordinamento giudiziario 6 dicembre 1865, n. 2626, con gli articoli 1 e 2 della legge 8 giugno 1890, n. 6878, con gli articoli 2 a 22 del R. decreto 14 novembre 1907, n. 749, contenente le disposizioni intorno agli esami di ammissione agli uffici della magistratura giudicante e del pubblico ministero;

Decreta:

Art. 1.

È aperto un concorso a numero 100 posti di uditore giudiziario.

Art. 2.

Gli aspiranti al concorso dovranno presentare al procuratore del Re presso il tribunale nella cui giurisdizione dimorano, domanda in carta da bollo.

La domanda scritta e firmata dall'aspirante, indicherà esattamente il domicilio o la residenza del medesimo, e dovrà essere corredata dai seguenti documenti:

a) copia autentica integrale dell'atto di nascita;
b) certificato di cittadinanza italiana;
c) certificato comprovante avere il candidato l'esercizio dei diritti civili;
d) diploma originale della laurea in giurisprudenza conseguita in una Università del Regno;
e) certificato generale di penalità;
f) certificato medico di sana costituzione rilasciato da un ufficiale medico militare, o da un medico provinciale o da un medico condotto comunale. Se il candidato è affetto da imperfezione fisica, questa dovrà essere esattamente specificata nel certificato;
g) ritratto in fotografia, formato visita, vidimato da un regio notaio.

La domanda ed i documenti dovranno essere conformi alle prescrizioni delle leggi sul bollo.

Chi appartiene all'ordine giudiziario o ad altre amministrazioni dipendenti dal Ministero di grazia e giustizia e dei culti, è dispensato dalla presentazione dei documenti indicati nelle lettere *b, c, e* del presente articolo.

Art. 3.

La domanda con tutti i documenti indicati nel precedente arti-

colo, dovrà essere presentata al procuratore del Re entro il 20 aprile 1909.

Non sarà tenuto conto delle domande e dei documenti presentati dopo il termine anzidetto.

Art. 4.

Non saranno ammessi al concorso coloro che compiranno gli anni 21 al di là del giorno stabilito nell'art. 6 per cominciare le prove di esame.

Non saranno ammessi al concorso, senza pregiudizio di ogni maggiore facoltà del ministro, coloro che dalle informazioni ufficiali non risulteranno di moralità e di condotta assolutamente incensurata.

Non saranno ammessi al concorso coloro che già per due volte in precedenti concorsi, in qualunque tempo tenuti, furono dichiarati non idonei, salva l'applicazione dell'art. 22 del suddetto R. decreto 14 novembre 1907, n. 749.

Art. 5.

Il concorso avrà luogo in Roma, mediante esame, secondo le norme stabilite nell'art. 12 della legge 14 luglio 1907, n. 511; e le disposizioni contenute nel citato R. decreto 14 novembre 1907, n. 749.

L'esame consiste:

1° in una prova scritta su tre temi scelti in ciascuno dei seguenti gruppi di materie:

a) diritto romano, diritto civile e diritto commerciale;

b) diritto positivo costituzionale e amministrativo;

c) diritto penale.

Due almeno dei temi consisteranno nella risoluzione di questioni controverse e saranno formulati in maniera che il candidato dia prova, oltre che della cognizione dei principî, del criterio giuridico nell'applicarli.

2° in una prova orale su ciascuna delle seguenti materie:

diritto romano, diritto civile, procedura civile, diritto commerciale, diritto costituzionale, diritto amministrativo, diritto penale, procedura penale, diritto internazionale pubblico e privato, diritto ecclesiastico.

Gli esami di diritto costituzionale ed amministrativo verseranno sugli istituti del diritto positivo vigente, ed in quello di diritto amministrativo sarà anche richiesta la cognizione dei principî di diritto (prescindendo da punti particolari), su cui si fondano i servizi di amministrazione sociale (sanità pubblica, strade, ferrovie, porti, banche, poste e telegrafi, istruzione pubblica, ecc.).

L'esame sul diritto ecclesiastico si aggirerà esclusivamente su quanto ha diretto rapporto col diritto positivo nazionale vigente.

Inoltre, i candidati saranno ammessi, a loro domanda, all'esame orale su queste materie distintamente:

Filosofia del diritto, storia del diritto italiano, medicina legale.

Art. 6.

Le prove scritte avranno luogo nei giorni 1, 3, 5 giugno 1909, alle ore 9

Art. 7.

Saranno ammessi alle prove orali soltanto quei candidati che avranno conseguito almeno 6 voti su 10 in ciascuna delle prove scritte e non meno di 21 su 30 nel totale delle prove stesse.

Saranno dichiarati idonei coloro che avranno conseguito nel complesso delle prove obbligatorie non meno di 91 punti sopra 130, avendo riportato almeno 6 voti su 10 in ciascuna delle prove scritte ed orali.

Alla somma dei voti riportati nell'esame sulle materie obbligatorie la Commissione potrà aggiungere un massimo di due voti per ciascuna delle materie facoltative, sulle quali il concorrente avrà sostenuto l'esame orale, avuto riguardo al risultato dell'esame stesso.

Art. 8.

I concorrenti dichiarati idonei saranno classificati secondo il numero totale dei voti riportati e saranno preferiti a parità di voti sulle materie obbligatorie quelli che avranno ottenuto maggiori voti nelle facoltative; a parità di condizioni anche per tale riguardo, la preferenza sarà determinata dalla priorità dell'esame di laurea; a parità di data di esame di laurea saranno preferiti i più anziani di età.

Art. 9.

Saranno nominati uditori, con decreto Ministeriale, i primi dichiarati idonei fino a concorrenza del numero dei posti messi a concorso.

Non potrà essere nominato chi avrà compiuto gli anni trenta anche dopo la classificazione generale dei concorrenti.

La graduatoria degli uditori sarà formata in base alla classificazione del concorso.

I posti spettanti a coloro che dichiareranno di rinunziare alla nomina, o non si presenteranno ad assumere servizio nel termine di legge saranno attribuiti ai candidati del presente concorso dichiarati idonei con maggiore numero di voti dopo quelli compresi nella classificazione.

Alle vacanze che si verificheranno successivamente non potrà essere provveduto nel modo precedentemente indicato.

Roma, addì 1° marzo 1909.

Il ministro
ORLANDO.

4

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Le ultime notizie che il telegrafo trasmette da Costantinopoli e che più oltre pubblichiamo farebbero ritenere che l'ordine e la calma siano quasi ritornate in quella città, però le preoccupazioni per nuovi e forse più gravi avvenimenti non sono cessate e la stampa, commentando la rivolta, non nasconde i pericoli cui la Turchia va incontro.

Tutte le informazioni confermano che il movimento spinto dal partito moderato *Unione liberale* in guerra con quello invadente radicale dell'*Unione e progresso*, trovò la sua base nel sentimento religioso mussulmano offeso da licenze rivoluzionarie in contrasto con tutto l'islamismo.

In proposito la *Neue Freie Presse* scrive:

« I *Giovani Turchi* verranno scacciati e altri partiti più prossimi al Sultano e ai *Vecchi Turchi* avranno il potere; ma chi garantisce che il partito soccombente non prepari una nuova rivoluzione militare e chi può impedire che questo sistema si perpetui?

« Abbiamo il fenomeno di ufficiali che hanno perduto ogni potere sui soldati e vengono da questi trattati come prigionieri. Costantinopoli è dominata da caporali e da sergenti e dietro essi stanno i preti e tutta la reazione i cui fili si estendono sino a Yldiz Kiosk e forse anche a qualche Ambasciata.

« La situazione richiede la massima vigilanza perchè nessuno può dire chi potrà guidare queste masse e chi potrà tenerle in freno quando il fanatismo religioso le spingesse contro la vita e la proprietà dei cristiani.

« Questa rivolta militare non è un incidente che possa passar oltre senza conseguenze. Il parlamentarismo turco è gravemente infermo; il semplice ritorno al dispotismo è impossibile, e pure la dittatura militare è insostenibile. La Turchia si trova in una delle crisi più gravi che abbia attraversato dalla insurrezione dei giannizzeri ».

Il *Temps* commenta la rivolta con le seguenti parole:

« Nella storia della rivoluzione ottomana comincia un nuovo capitolo molto diverso dal primo. Se non si può ancora parlare con certezza di contro-rivoluzione, non si può disconoscere nel movimento attuale un carattere di violenta protesta non solo contro la dittatura occulta del Comitato Unione e Progresso, ma contro il principio stesso della sua politica radicale che tendeva ad accomunare gli infedeli ed i mussulmani, gli ebrei ed i credenti.

« È evidentemente contro questa tendenza che la sommossa di ieri si è manifestata con una forza, per così dire, elementare. La rivoluzione del luglio scorso era stata una rivoluzione di ufficiali colti e di giovani turchi educati all'europea. La sommossa di ieri è un movimento popolare di semplici soldati che hanno agito senza gli ufficiali o contro di essi, e di studenti in teologia coranica. Sono l'elemento della tradizione mussulmana e il sentimento del vero popolo che si manifestano nella rivoluzione ».

Il corrispondente del *Times* da Costantinopoli telegrafa:

« Mano a mano che si vanno raccogliendo i particolari sulla rivolta di ieri, diventa evidente che sarebbe ingiusto descrivere il movimento contro il Comitato come un movimento puramente reazionario, quantunque esso sia stato senza dubbio aiutato dagli elementi reazionari tanto fra i preti quanto fra i soldati. Molti preti che vi presero parte sono descritti come uomini di considerevole cultura, i quali si unirono agli attacchi contro il regime del Comitato, solamente quando furono convinti che esso esponeva lo Stato ad una quantità di pericoli, e la relativa moderazione dei vincitori - perchè non bisogna dimenticare che la capitale è stata per ventiquattr'ore alla mercè di ventimila soldati senza ufficiali - è attribuita ai loro sforzi.

***

Il timore che gli avvenimenti di Costantinopoli possano riaprire la testè assopita questione balcanica si fa strada, ed il *Novoje Wremia* di Pietroburgo lo manifesta scrivendo:

« L'Inghilterra non può essere la perturbatrice della pace in Turchia, giacchè essa stessa cooperò alla introduzione della Costituzione, appunto per paralizzare la influenza germanica. È possibilissimo che ci troviamo alla vigilia di grandi avvenimenti, se l'Austria riterrà giunto il momento di occupare Salonicco e la Bulgaria marcerà anche essa contro la Turchia occupando eventualmente Costantinopoli. Toccherà forse alla Russia ed all'Inghilterra di iniziare una attività simile a quella che fu iniziata in Serbia ».

La Bulgaria cerca di valersi della rivolta per ottenere più facilmente il riconoscimento della sua indipendenza, ed un dispaccio da Sofia al *Piccolo*, di Trieste, dice:

« La rivoluzione di Costantinopoli non ha sorpreso qui nessuno; tuttavia la notizia del pronunciamento ha prodotto grande e favorevole impressione. Il Consiglio dei ministri si è subito radunato. Si ritiene che il Governo approfitterà della situazione per risolvere sollecitamente le questioni pendenti, specialmente quella dell'indipendenza, anche al prezzo di un conflitto armato. Oggi si sono già discusse le misure militari necessarie per far valere con maggiore energia le domande bulgare. Il Governo bulgaro pregherà probabilmente i Gabinetti europei di risolvere la questione senza l'intervento della Turchia, dove ora sono prevedibili per lungo tempo condizioni rivoluzionarie.

« Un membro del Gabinetto disse che importantissime decisioni sono ora da aspettarsi, non di giorno in giorno, ma di ora in ora. Non è escluso che si proceda alla mobilizzazione generale ».

Nè meno gravi sono le notizie che giungono da Belgrado.

La *Orientalische Correspondenz*, di Budapest, comunica:

« Gli albanesi sotto la direzione di Boljetinaz avrebbero organizzata una insurrezione generale e si preparerebbero ad assaltare le città di Pizrend Ipek e Mitrowitza. Gli abitanti serbi si rifugiano dai villaggi nelle città. Quelli delle località lungo la frontiera riparano sul territorio serbo. Il ministro della guerra serbo avrebbe disposto il trasferimento della guarnigione di Nisch a Vranja e fatto scaglionare le truppe della divisione della Drina lungo il confine vecchio serbo per impedire una invasione di albanesi in Serbia.

« Il Governo serbo informò di questi provvedimenti i rappresentanti diplomatici accreditati a Belgrado ».

***

Secondo un dispaccio da Madrid, 15, il Governo spagnuolo ha presentato alle Cortes un progetto di legge per estinguere il debito estero. Con esso si crea un fondo di 6,500,000 pesatas in oro, da trarsi dagli avanzi del bilancio sui proventi in oro dei dazi doganali ed e al quale verranno ad aggiungersi gli interessi che lo Stato non pagherà più in seguito agli ammortamenti che si effettueranno annualmente.

Gli spagnuoli, ovunque essi risiedano, potranno acquistare e possedere titoli di tale prestito, ma gli interessi loro pagati saranno soggetti ad una tassa del 20 per cento a titolo d'imposta sulla ricchezza mobile.

Il debito estero non stampigliato continuerà ad essere regolato dalla legge vigente. Il capitale in circolazione del debito estero stampigliato raggiunge 1,028,313,600 pesetas, che sarà ammortizzato mercè l'impiego di una somma di 325 milioni di pesetas ripartiti in cinquanta annualità, la differenza fra le due somme essendo colmata dagli interessi delle somme ammortizzate, interessi che saranno aggiunti alle annualità.

La prima annualità è fissata in 6,500,000 pesetas.

***

Sugli avvenimenti di Persia, si ha da Teheran, 15:

« Gli yomondes, tribù turcomanna, marciano su Askabad, che era stata presa tempo fa dai rivoluzionari del Caucaso, comandati dall'ex-corrispondente di giornali, Panoff.

« È avvenuto un combattimento fra gli yomondes ed i rivoluzionari.

« Molti rivoluzionari sono rimasti uccisi o feriti. Panoff è fuggito. I suoi partigiani hanno fatto atto di sottomissione nelle mani del console di Russia. Molti abitanti della città e dei villaggi circostanti hanno trovato, colle loro mogli ed i loro figli, rifugio presso il Consolato di Russia. La popolazione è stata presa da panico, perchè temeva di venire massacrata dai turcomanni ».

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. il Re assistette ieri, nell'ippodromo delle Capannelle, alla corsa per il *Derby Reale*, alla quale era stato dal Sovrano stabilito il premio di L. 24,000.

Parteciparono alla corsa otto cavalli.

Giunse primo *Dedalo*, di razza Besnate; secondo *Angelica Kauffmann*, di Tesio; terzo *Frack*, di Guastalla.

Dopo la corsa S. M. il Re ricevette nella tribuna Reale i fratelli Bocconi, proprietari del cavallo vincitore, e si felicitò vivamente con essi.

S. M. quindi, acclamato dalla folla, fece ritorno in automobile a Castelporziano, ove trovasi la sua Augusta famiglia.

Gli Imperiali di Germania a Venezia. — Le meraviglie della metropoli adriatica continuarono ieri a formare la grande attrattiva dell'Augusta famiglia imperiale.

Iermattina, alle 8, S. M. l'Imperatrice, accompagnata da una sua dama, scese a passeggio in piazza San Marco e visitò il palazzo ducale e la chiesa di San Marco, ritornando quindi a bordo.

Alle ore 11 l'Imperatore, l'Imperatrice ed il Principe Oscar presero imbarco in una lancia dell'*Hohenzollern* e si recarono in giro per il Canal Grande, ritornando a mezzogiorno a bordo per la colazione, alla quale hanno assistito anche il principe di Bülow e l'ambasciatore, conte De Monts.

La gita in barca seguì un interessante itinerario.

Gli Augusti visitatori fecero prima il giro del canale di San Giorgio e del canale della Giudecca e quindi per il canal Grande si recarono a visitare il palazzo Mocenigo, a San Samuele, ove vennero ricevuti dal conte e dalla contessa Mocenigo. Colà si trattennero oltre un'ora, visitando tutte le sale che contengono preziosi dipinti del Tintoretto, del Tiziano e di Giovanni Bellini. L'Imperatore ammirò le preziose opere. Nello stesso palazzo l'Imperatore volle visitare anche dei preziosi stucchi.

Lasciato il palazzo Mocenigo, dopo una breve visita al palazzo di lady Layard, gli Imperiali si recarono con una lancia a remi nel bacino di San Marco. La lancia approdò alla scaletta dello yacht *Rovenska*, dove è imbarcato l'arciduca Carlo Stefano d'Austria.

Tale visita non era stata annunziata. Gli Imperiali si trattennero a bordo del *Rovenska* più di 20 minuti, visitando minutamente lo yacht e quindi ritornarono a bordo dell'*Hohenzollern* alle ore 12.45.

Alle ore 13 l'Imperatore, in lancia a remi, si recò a colazione al palazzo Morosini, alla quale hanno preso parte, oltre all'Imperatore, la contessa Morosini con la figlia ed il comm. Rombo.

L'Imperatrice, alle ore 14, si recò insieme col principe Oscar, in lancia, all'Accademia, dove venne ricevuta dal direttore Galli, dal prof. Fogolari, e visitò tutte le magnifiche opere d'arte che quivi sono raccolte.

Dopo la colazione in casa Morosini, l'Imperatore si recò a palazzo Papadopoli, dove lo ricevettero l'onorevole senatore Nicola Papadopoli e la contessa Elena.

Dopo circa 10 minuti giungevano in un'altra lancia l'Imperatrice ed il principe Oscar.

Venne servito un the, al quale erano presenti molte signore e signori della nobiltà veneziana, che erano stati invitati ieri al the a bordo dell'*Hohenzollern*, ed il sindaco conte Grimani.

Gli Imperiali alle 19 fecero ritorno a bordo dell'*Hohenzollern*.

Iersera, alle ore 20, a bordo dell'*Hohenzollern* vi è stato un pranzo intimo, al quale intervennero anche il cancelliere dell'Impero, principe di Bülow, e l'ambasciatore di Germania, conte De Monts.

Il pranzo terminò alle ore 21.15 e l'Imperatore quindi si trattenne a lungo col cancelliere.

*** Stamane lo yacht Imperiale *Hohenzollern*, con a bordo l'Imperatore, l'Imperatrice di Germania e il principe Oscar, è partito alle ore 5 direttamente per Corfù, ove giungerà domattina.

Subito dopo l'*Hohenzollern* hanno lasciato il bacino di San Marco anche l'*Hamburg* e lo *Sleipner*.

Il tempo è bello

*** L'Imperatore Guglielmo ha insignito il prefetto di Venezia, conte Nasalli Rocca, della commenda dell'Aquila Rossa con gioielli.

Per i danneggiati dal terremoto. — Sotto la presidenza del comm. Nathan, sindaco di Roma, si è riunita ieri, alla Consulta, la Commissione esecutiva del Comitato centrale di soccorso pei danneggiati dal terremoto della Sicilia e della Calabria.

La Commissione approvò 54 nuovi elenchi di sussidi a piccoli industriali, commercianti ecc., per avviamento alla ripresa della precedente loro attività. Tali elenchi, per un importo complessivo di L. 237,525, comprendono 778 sussidi ad altrettanti padri di famiglia, in gran parte profughi nei vari paesi del Regno, i quali ne conseguiranno il pagamento allorchè si restituiranno nei rispettivi paesi di origine, ovvero quando provino di aver trovato stabile collocamento nei luoghi di attuale dimora.

La Commissione approvò un nuovo elenco di sussidi di sistemazione a profughi che si sono stabiliti in varie città del Regno, avendovi trovato occupazione, per un importo di L. 20,025.

Assegnò sussidi, per l'importo di L. 18,000 ad alcune nubili rimaste prive d'appoggio in conseguenza del terremoto.

Approvò il terzo elenco di assegnazioni alle vedove in conseguenza del terremoto, provvedendo in tal modo ad altre 26 donne, la maggior parte delle quali con figli minorenni, con la concessione di 10 sussidi per una sola volta tanto e di 16 sussidi quadriennali, con la spesa complessiva di L. 26,050.

Deliberò sul 10° elenco di domande per sussidi scolastici, comprendente 146 istanze; di esse 83 sono state accolte con la concessione dell'assegno mensile, 30 con quella di un sussidio per una volta tanto e 33 sono state respinte. I provvedimenti complessivamente adottati finora per tale genere di istanze ascendono a 2,180.

La Commissione a proposito di tali istanze per sussidi scolastici, considerò che, ove si ammettessero indefinitamente tutte le altre che potranno essere ancora presentate, in aggiunta alle 3070 già pervenute, verrebbe a mancare la ragione precipua alla quale il Comitato si ispirò nella concessione di tali sussidi, quella cioè di impedire che gli studenti superstiti del terremoto possano perdere, a causa delle mutate condizioni economiche, l'anno scolastico in corso.

Quindi fissò al 30 aprile il termine perentorio, oltre il quale le nuove istanze per sussidi scolastici non saranno prese in considerazione.

La Commissione quindi apprese con vivissimo compiacimento la notizia della cospicua offerta di 500,000 corone fatta dal Comitato ungherese costituitosi per iniziativa del signor De Kossuth, ministro del commercio, sotto il patronato del principe Vazary e di S. E. Wekerle, presidente dei ministri. Tale somma è destinata alla costituzione di un ente, che provvederà a sussidiare, con la rendita, le vedove e i vecchi colpiti dal terremoto.

Altre importanti offerte, pel complesso di 48,000 corone, sono state fatte dal medesimo Comitato ungherese per alcuni determinati scopi, fra cui quello del restauro dell'ospedale di S. Maria degli ungheresi in Polistena.

La Commissione da ultimo provvide ad erogazioni di sussidi per soccorsi a profughi e superstiti, assegnando, fra l'altro, L. 10,000 al prefetto di Palermo, ed ha, infine, deliberato su numerose altre richieste di enti e di autorità.

*** Il Comitato romano di soccorso informa: « Per gli impegni assunti o da assumersi di fronte ai fondi disponibili, in attesa che il Comitato generale, di cui avrà luogo tra giorni una riunione, decida in proposito, il Comitato esecutivo romano pro Calabria e Sicilia ha deliberato di non accogliere nuove domande per sussidi ».

La R. Commissione geodetica. — Si è riunita ieri in Roma, presso la Società geografica italiana, la R. Commissione geodetica per l'adunanza triennale. Presiedeva l'on. senatore prof. G. Celoria.

Alla riunione intervenne S. E. il ministro Rava, che pronunziò applaudite parole di circostanza in risposta al nobile saluto rivoltogli dal presidente. Parlarono pure il prof. Millosevich, Venturi, Pizzetti ed altri.

Venne alla unanimità votato il seguente ordine del giorno:

« La Commissione geodetica italiana, dopo lunga discussione, a voti unanimi, riconosce essere assoluta necessità, per ragioni di decoro nazionale, che sia provveduto a garantire per l'avvenire la continuità di funzionamento della stazione astronomica di Carloforte per opera di astronomi italiani; ritiene che a raggiungere tale scopo occorre innanzi tutto che sia elevata al grado di Istituto governativo la detta stazione, in guisa che gli astronomi ad essa adibiti abbiano i diritti e le garanzie che competono agli impiegati dello Stato. Incarica la presidenza di aprire col Governo le pratiche necessarie per raggiungere l'intento ».

Oggi la Commissione continuò le sue sedute.

Reale Accademia dei Lincei. — La classe di scienze morali, storiche e filologiche terrà seduta il 18 corrente, alle 15.

Tiro a segno. — Il Comando del distretto militare di Roma comunica che, nella prima quindicina del maggio prossimo, avranno luogo in Roma le gare divisionali di tiro colla pistola e co fucile.

Coloro che desiderano prender parte alle gare colla pistola dovranno presentare la domanda in carta libera entro il 19 corrente al Comando del distretto militare.

Disposizioni postali. — A partire da oggi il Ministero delle poste e telegrafi ha disposto la istituzione di nuovi servizi di ambulanti fra Roma e Napoli (treni 111 e 112), tra Sulmona e Caianello (treni 3359-3513 e 3512-3362), tra Firenze e Chiusi, via Empoli, (treni 1762-1791 e 3104-1763).

Ha poi disposto il prolungamento fino a Roma dell'ambulante, finora limitato al tratto Milano-Firenze con i treni 21 e 22.

Per effetto della istituzione dei nuovi ambulanti è assicurato il regolare inoltro dei giornali politici in partenza da Roma nelle ore serali.

La cartolina dell'Esposizione di Venezia. — È uscita la cartolina dell'Esposizione di Venezia.

Riproduce fedelmente e felicemente il bel manifesto di Adolfo Carolis, allusivo alla ricostruzione del Campanile di San Marco.

La cartolina è riuscita elegantissima per la genialità della composizione e per l'armonia signorile delle tinte.

Agevolazioni ferroviarie. — Per comodità di coloro che si recano alla caccia speciale delle quaglie nella spiaggia fra Pontegalera e Civitavecchia, nel periodo dal 15 andante al 31 maggio p. v., il treno merci 6334 in partenza da Roma-Termini alle 4.20 farà servizio per viaggiatori di terza classe e cani dalle stazioni di Roma-Termini, Roma-Tuscolana e Roma-San Paolo per tutte le stazioni della linea fino a Civitavecchia, dove giunge alle 7.55. Per ragioni di servizio il suddetto treno non potrà però effettuarsi nei giorni 21 e 22 corrente.

Per i viaggiatori alla frontiera. — Un comunicato dell'autorità doganale reca:

« Per norma dei viaggiatori diretti in Francia si avverte che l'Amministrazione delle finanze della Repubblica francese ha deciso che dal 1° maggio p. v. i limiti delle quantità di tabacco che i viaggiatori - escluse le donne ed i fanciulli - possono portare seco in franchigia per la consumazione durante il viaggio oltre le stazioni del confine francese, saranno ridotte - sempre a condizione che siano preventivamente dichiarate - a 10 sigari, 20 sigarette e 40 grammi di tabacco.

« Non è ammesso il cumulo di tali quantità per la stessa persona ».

Disastro ferroviario. — L'altra notte, alle ore 3.5, il treno 9469 investiva nella stazione di Signa la coda dell'altro treno merci 6231 che si trovava fermo per operazioni di carico. Si deplora la morte del macchinista Cassiano Beccaluovo e del fuochista Anchise Paoli entrambi del treno 9469. Sono rimasti feriti il capo conduttore dello stesso treno, non gravemente alla testa, e il frenatore di coda del treno 6231, piuttosto gravemente ad una spalla. Parte del materiale è molto danneggiato, ed ha ostruito ambedue i binari di corsa, ma si ritiene che, in giornata di oggi, la circolazione dei treni potrà essere riattivata. È stata disposta una inchiesta per accertare le cause dell'investimento.

La frana di Alvi. — Il franamento di Alvi (Teramo), del quale già abbiamo dato notizia, ha continuato l'altro ieri la sua opera devastatrice. Sopra 70 case, circa 40 sono abbattute e le altre fortemente lesionate ed inabitabili. Il movimento della frana si è arrestato solamente ieri. Sperasi, perdurando la buona stagione, che non si estenderà ulteriormente.

La popolazione del villaggio è di 365 abitanti, di cui però solamente 100 presenti, mentre gli altri trovansi nell'Agro romano per il pascolo del bestiame.

Si conferma non esservi vittime nè feriti. Si è provveduto per le provvisioni, il sostentamento ed il ricovero degli abitanti. Sul posto funzionari di pubblica sicurezza e genio civile e carabinieri provvedono per la tutela della incolumità delle persone ed al ricupero delle masserizie

Movimento commerciale. — Ieri l'altro furono caricati a Genova 909 carri, di cui 565 di carbone pel commercio e 93 per l'Amministrazione ferroviaria; a Venezia 262, di cui 61 di carbone pel commercio e 60 per l'Amministrazione ferroviaria; a Savona 325, di cui 188 di carbone pel commercio e 54 per l'Amministrazione ferroviaria; a Livorno 286, di cui 117 di carbone per commercio e 35 per l'Amministrazione ferroviaria; a Spezia 69 di cui 26 di carbone pel commercio e 38 per l'Amministrazione ferroviaria.

Marina mercantile. — Il *Cordova*, del Lloyd italiano, è partito da Buenos Aires per Genova e scali intermedi. — È giunto a Buenos Aires il *Siena*, della Società Italia. — L'*Argentina*, della Veloce, ha transitato da Montevideo per Buenos Aires. — Il *Savoja*, della Veloce, è partito da Rio Janeiro per Genova. — Il *Brasile*, della stessa Società, è partito da Las Palmas per il Plata.

ESTERO.

Esposizione internazionale di ferrovie e trasporti terrestri, ecc. — La nazione Argentina in occasione del prossimo centenario della sua indipendenza, si dirige a tutti gli abitanti del mondo civilizzato, offrendo loro campo libero per un concorso dell'industria dei trasporti terrestri e delle altre collegate che hanno trasformato nell'ultima metà di secolo, il modo d'essere e di divenire dei popoli.

La Repubblica Argentina, avida di accettare il meglio, e capace di adottarlo senza preconcetti in grande scala, ha invitato tutte le nazioni a prendere parte a questa palestra e l'ha fatto non come rivale, perchè le sue industrie non sono arrivate al punto da permettergli d'essere tale, ma come un grandioso mercato di applicazione aperto a qualsiasi perfezionamento, a tutti i capitali e a tutti gli uomini di buona volontà.

In ciò sta il vantaggio e da ciò viene lo stimolo per gli espositori e visitatori: in ciò sta il profitto per quella nazione.

I passi giganteschi fatti durante una generazione in tutte le sfere dell'attività umana, danno alla nazione Argentina la coscienza e il titolo sufficienti per assumersi l'incarico di rendere gli onori che meritano i suoi ospiti, con la dignità che spetta a chi apporta nuovi contingenti di civilizzazione, della quale essa ha luminosi esempi nel suo vasto territorio.

L'Esposizione si aprirà nel maggio 1910 e si chiuderà col novembre successivo.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

LISBONA, 15. — *Camera dei deputati.* — Il presidente del Consiglio, Telles, presenta il nuovo Gabinetto e dichiara che farà suo il programma di provvedimenti proposto dal Gabinetto precedente.

Pinto chiede che la Commissione parlamentare già eletta sia incaricata di fare un'inchiesta sulle operazioni del prestito di quatromila *contos*.

La proposta è ammessa alla discussione.

BIARRITZ, 15. — Il Re Edoardo VII è partito stamane alle ore 8.30.

COSTANTINOPOLI, 15. — Un *iradè* ordina il ritorno ad Yildiz delle truppe inviate ultimamente nelle Provincie.

Il ministro della guerra ha richiamato ai loro posti gli ex-ufficiali che i soldati reclamavano.

Il maresciallo Chevket pascià ha ripreso il comando della seconda divisione della guardia Imperiale.

Soldati e gruppi di borghesi fanno dimostrazioni nelle vie contro il Comitato Giovane turco.

VIENNA, 15. — Secondo informazioni alla *Politische Correspondenz* da Parigi è imminente la consegna al Governo austro-ungarico delle dichiarazioni della Francia e della Russia di consentire alla abolizione dell'art. 25 del Trattato di Berlino. I Gabinetti di Berlino, di Londra e di Roma vi hanno già consentito.

VIENNA, 15. — La *Politische Correspondenz* conferma la notizia che il principe ereditario tedesco, ritornando dalla Rumania, visiterà l'Imperatore Francesco Giuseppe.

La data della visita sarebbe fissata al 25 corrente.

COSTANTINOPOLI, 15. — Dispacci consolari da Mersina (Anatolia) dicono che, in seguito all'uccisione di due mussulmani per opera di un armeno rimasto sconosciuto, i mussulmani hanno attaccato gli armeni. Il massacro continua.

Le popolazioni cristiane di Mersina chiedono soccorso.

COSTANTINOPOLI, 15. — I soldati avrebbero domandato la sostituzione di quegli ufficiali di cui essi sono malcontenti. Il Sultano ha ordinato che si prendano le misure necessarie per sostituire eventualmente gli ufficiali stessi.

Durante la devastazione dei locali del Club dei Giovani turchi, parte degli archivi venne distrutta o parte sequestrata.

Secondo i giornali vi si trovavano documenti molto compromettenti.

Anche Talaat, vice-presidente della Camera, ha presentato le sue dimissioni.

Le dimostrazioni di gioia, che avevano cominciato a prendere un carattere pericoloso, sono cessate in seguito alla proibizione emessa nel pomeriggio di ieri.

VIENNA, 15. — Secondo informazioni ufficiali l'Imperatore ha sanzionato lo statuto concernente l'Amministrazione autonoma, gli affari del culto, i beni vakuf e le scuole maomettane della Bosnia-Erzegovina.

Lo statuto è il risultato dell'accordo fra il Governo della Bosnia-Erzegovina e i rappresentanti della popolazione maomettana.

COSTANTINOPOLI, 15. — Secondo i giornali turchi sono avvenuti ad Adana conflitti fra Armeni e Maomettani in seguito ad alcuni assassini di Maomettani.

La Porta ha ordinato il ristabilimento dell'ordine.

COSTANTINOPOLI, 15. — I rappresentanti delle Potenze hanno fatto oggi una visita di congratulazione al Gran Visir. Tewfik pascià ha dato notizie tranquillizzanti che assicurano della situazione interna. Egli ha osservato che nessun pericolo esiste riguardo alla attitudine dei corpi di esercito di Adrianopoli e di Salonicco.

Queste comunicazioni hanno rassicurato evidentemente la diplomazia che comincia a giudicare con ottimismo la situazione.

Edizioni straordinarie dei giornali annunziano che Nazim Pascià, ex ministro della guerra, è stato nominato comandante del corpo di armata di Costantinopoli.

Momouh Pascià è stato nominato comandante della seconda divisione di Yldiz.

I deputati nel pomeriggio si sono riuniti alla Camera, dapprima per discutere la situazione e la prossima attività della Camera, di poi alle ore 2 del pomeriggio in seduta segreta.

Secondo informazioni sicure nella seduta segreta sono stati letti parecchi dispacci dalle Provincie che esprimono l'inquietudine delle popolazioni e delle truppe che, temendo la reazione, dichiarano che se la Costituzione è in pericolo, marceranno sulla capitale.

La Camera ha deciso di pubblicare un proclama che dichiari che la Costituzione non è in pericolo.

Molti deputati si agitano per la necessità di un riavvicinamento di tutti i partiti.

SALONICCO, 15 (ore 5.40 pom.). — Venti battaglioni del terzo corpo di armata sono stati chiamati sotto le armi. L'Amministrazione della ferrovia Salonicco-Costantinopoli ha ricevuto ordine di tener pronti tutti i vagoni disponibili per l'eventuale trasporto delle truppe a Costantinopoli.

Tutti i negozi sono chiusi.

Ora si è riunito un comizio imponente.

COSTANTINOPOLI, 15 (ore 5.45 pom.). — I marinai ed i soldati, in carrozze requisite, si recano ad Yldiz per protestare contro il ministro interinale della marina, ciò che provoca inquietudine in vari quartieri della città.

L'ex-ministro della guerra, Alì Riza, ed altri ufficiali giovani turchi rimangono nascosti.

La censura sui dispacci è stata sospesa.

SALONICCO, 15. — La città è calma. Nel comizio tenuto nel pomeriggio e che è riuscito imponentissimo è stato votato un ordine del giorno che approva l'attitudine del Comitato dei Giovani turchi che si rifiuta di riconoscere il nuovo Governo ed organizza una resistenza accanita.

PARIGI, 15. — Il programma del viaggio del presidente della Repubblica è il seguente:

Partenza sabato 24 alle ore 4.10 del pomeriggio; arrivo a Nizza domenica 25 alle 10.15 del mattino, dopo una fermata di qualche ora ad Antibo

A mezzogiorno banchetto offerto al presidente della Repubblica dal Municipio al Casino.

Nel pomeriggio inaugurazione del monumento a Gambetta.

Nella sera il duca di Genova, accompagnato dagli ufficiali della squadra italiana, si recherà alla prefettura a salutare il presidente, il quale restituirà la visita al duca nella rada di Villafranca.

I ministri si recheranno pure a Villafranca a fare visita al duca di Genova.

Alle ore 7.45 pranzo offerto dal presidente in onore del Duca di Genova. Il pranzo sarà seguito da un ricevimento.

Lunedì, 26, il presidente Fallières presiederà la posa della prima pietra del liceo e visiterà l'ospedale. Si recherà poscia a Villafranca a passare in rivista la squadra.

Nel pomeriggio il presidente scambierà visite con il Re del Belgio. I ministri faranno pure visita al Re del Belgio.

Alle ore 7.30 il principe di Monaco visiterà il presidente.

Alle ore 8 pranzo offerto dal presidente alla prefettura in onore del Re del Belgio e del principe di Monaco, al quale assisteranno le autorità della città di Nizza.

Martedì, 27, dopo la visita alla tomba di Gambetta, Fallières assisterà allo sfilamento delle truppe della guarnigione di Nizza.

Accompagnato dai ministri, il presidente si recherà poscia a Monaco per fare visita al Principe di Monaco. Dopo avere assistito al pranzo, che offrirà il Principe al presidente, questi ritornerà a Nizza.

Il presidente Fallières lascierà Nizza mercoledì 28 mattina per recarsi a Grasse.

Dopo la visita a Grasse, Fallières anderà a Cannes ove prenderà congedo dai senatori, deputati e consiglieri generali che lo avranno accompagnato nel suo viaggio.

Da Cannes il presidente si recherà a Saint-Raphael ove sarà ricevuto dal prefetto del Varo ed anderà poscia a Draguignan ove, dopo avere ricevuto le autorità alla Prefettura, andrà ad inaugurare il palazzo delle poste ed il nuovo collegio.

Dopo una visita all'ospedale, Fallières lascierà Draguignan per ritornare a Parigi ove arriverà giovedì 29.

COSTANTINOPOLI, 15. — L'*Ikdam* annunzia che Ismail Kemal bey è stato ricevuto in udienza dal Sultano che ha protestato le sue buone intenzioni ed ha dichiarato che l'avvenire del paese riposava sulla osservanza dei principî della Costituzione conformemente alla legge dello *Cheriat*.

Il Sultano ha aggiunto di essere stato testimone dell'attitudine leale delle truppe e del popolo.

COSTANTINOPOLI, 15. — La nomina di Nazim pascià a comandante della piazza di Costantinopoli ha prodotto eccellente impressione e viene considerata come una garanzia per il mantenimento della Costituzione.

PARIGI, 15. — I giornali hanno da Salonicco:

La notizia qui pervenuta degli avvenimenti di Costantinopoli ha prodotto profonda impressione.

La città si mantiene però calma.

Grande indignazione regna qui, come pure ad Uskŭb e a Monastir. Da tutti i punti della Macedonia pervengono telegrammi di protesta contro il colpo di forza compiuto.

Parecchie migliaia di volontari si sono arruolati senza distinzione di razza.

La direzione del Comitato « Unione e progresso » è stata nuovamente trasferita a Salonicco.

MESSICO, 15. — Notizie dal campo minerario di Velardena (Cohahuila) recano che avendo sabato scorso il sindaco voluto vietare la processione del sabato santo, la folla prese a sassate la sua residenza, appiccandovi quindi il fuoco.

Il sindaco colla moglie riuscì a porsi in salvo.

I rivoltosi hanno quindi saccheggiato l'albergo cinese.

La polizia ha dovuto sparare contro la folla, ma in seguito è stata costretta a ritirarsi di fronte al numero preponderante dei rivoltosi dopo avere avuto sei uomini uccisi.

Truppe di soccorso furono subito inviate e giunsero il giorno stesso. Avvenne allora un violento combattimento fra le truppe e i rivoltosi, nel quale vi furono trentadue morti e numerosi feriti da entrambe le parti.

Un grande numero di ribelli vennero arrestati. Quattordici di essi sono già stati giustiziati.

COSTANTINOPOLI, 15. — *Camera dei deputati*. — Si vota all'unanimità una dichiarazione che approva gli ultimi avvenimenti e che esprime la volontà della Camera di lavorare per il bene del paese, conformemente allo *Cheriat* ed alla Costituzione.

Il ministro dell'istruzione dichiara che la Costituzione non è minacciata.

Si procede quindi alla nomina di una Commissione incaricata di redigere la dichiarazione, la quale verrà pubblicata per rassicurare il paese.

La Camera accetta le dimissioni presentate dal presidente Ahmed Riza.

Si procede alla elezione di tre candidati, tra i quali il Sultano sceglierà il nuovo presidente della Camera; ma essendo riuscito nullo il risultato della votazione, il nuovo scrutinio viene rinviato alla seduta di sabato.

Viene letto un telegramma firmato da tutte le autorità militari e civili di Giannina, le quali attaccano di incostituzionalità la nomina del nuovo Gabinetto, e minacciano di marciare su Costantinopoli.

La Camera delibera di telegrafare a Giannina che il nuovo Gabinetto è perfettamente costituzionale.

PARIGI, 15. — Il Re Edoardo è giunto questa sera, alle ore 7, ed è stato ricevuto alla stazione dall'ambasciatore inglese e da tutto il personale dell'Ambasciata.

Il Re, vivamente acclamato, specialmente dalla colonia inglese, si è recato all'albergo.

Questa sera il Re è intervenuto ad un pranzo dato in suo onore all'Ambasciata inglese.

COSTANTINOPOLI, 15. — Nella odierna seduta della Camera il ministro dell'istruzione, allorchè ha affermato che la Costituzione non era minacciata, ha annunziato che il Gabinetto esporrà lunedì alla Camera il programma e domanderà un voto di fiducia.

Il ministro ha smentito che il colpo sia stato diretto contro la Costituzione ed ha soggiunto: « Abbiamo tutti giurato di difendere la Costituzione e la difenderemo sino alla morte. Non temete ».

Alcuni deputati di opposizione, rilevando queste ultime parole del ministro, hanno detto che la nazione ottomana non teme nessuno.

Il ministro ha allora ritirato le parole « non temete ».

SOFIA, 16. — Si annunzia dalla Bulgaria meridionale l'arrivo di numerosi profughi giovani turchi, fra cui vari ufficiali, giunti separatamente.

LONDRA, 16. — Il *Times* ha da Costantinopoli che il nuovo Gabinetto turco seguirà la condotta politica di quello che lo ha preceduto, tanto nelle relazioni estere quanto negli affari interni.

Il suo programma si definisce così: assicurazione del mantenimento della pace e dell'ordine; repressione dei disordini colla stretta applicazione della legge; presentazione al Parlamento delle domande pei crediti necessari ad assicurare il consolidamento delle finanze e dei vari servizi dell'Amministrazione.

Il Governo vuole, come prima, mantenere colle Potenze relazioni basate sull'*entente* cordiale, di cui il Governo Imperiale è lieto di essere un fautore.

COSTANTINOPOLI, 16. — Il Comitato degli Ulemas di Costantinopoli pubblica una dichiarazione nella quale propugna la fratellanza tra mussulmani e cristiani ed esorta gli uni e gli altri ad agire di concerto per il bene del paese.

Le prime notizie sui disordini avvenuti ad Adana erano esagerate. Il numero degli armeni uccisi è di dieci. La legge marziale è stata proclamata. Sono state inviate ad Adana truppe da Beyrouth.

COSTANTINOPOLI, 16. — La giornata di ieri è passata relativamente calma. Il nuovo ministro della guerra e il comandante della guarnigione Nazim pascià si sono recati nelle caserme ed hanno esortato i soldati all'obbedienza verso i loro ufficiali. Essi sono stati bene accolti.

Tuttavia la giornata non è passata senza effusione di sangue. La fanteria di marina, dopo una nuova dimostrazione contro il ministro della marina, ha arrestato il comandante dell'incrociatore *Assari Tewfick*, membro del Comitato Unione e Progresso e che aveva dato ordine di puntare i cannoni su Yldiz Kiosk per difendere il Comitato.

Il comandante è stato linciato dai marinai.

COSTANTINOPOLI, 16. — Mahmud Muktar pascià ha potuto fuggire. Si afferma che egli sia in viaggio per Salonicco. Ahmed Riza si sarebbe rifugiato all'Ambasciata di Francia.

Il redattore capo del giornale *Tanin* sarebbe fuggito all'estero. Mancano notizie degli altri membri del Comitato Unione e Progresso.

Il numero delle vittime degli ultimi giorni è relativamente minimo.

Si assicura che molti ufficiali si decisero alla fine, sotto le pressioni dei soldati, a prender parte al movimento, ciò che sembra confermare che questo era diretto unicamente contro gli ufficiali membri del Comitato Unione e Progresso.

LONDRA, 16. — L'*Agenzia Reuter* ha da Salonicco:

« Un battaglione si è diretto la notte scorsa in ferrovia su Costantinopoli.

« Un altro battaglione è partito oggi ed altri si preparano a partire ».

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

15 aprile 1909.

Il barometro è ridotto allo zero	0°.
L'altezza della stazione è di metri	—
Barometro a mezzodì	756.11.
Umidità relativa a mezzodì	58.
Vento a mezzodì	S deb.
Stato del cielo a mezzodì	1/2 velato.
Termometro centigrado	massimo 19.6.
	minimo 7.9.
Pioggia in 24 ore	— —

15 aprile 1909.

In Europa: pressione massima di 763 al nord-ovest della Francia, minima di 747 sulla Polonia.

In Italia nelle 24 ore: barometro ovunque salito fino a 6 mm. in Sicilia; temperatura irregolarmente variata.

Barometro: massimo a 762 sulla Sicilia, minima a 758 in Val Padana.

Probabilità: venti deboli settentrionali al nord, vari altrove; cielo generalmente sereno.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 15 aprile 1909.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA precedente	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore	
Porto Maurizio	1/2 coperto	mosso	16 6	10 5
Genova	1/2 coperto	calmo	16 1	11 8
Spezia	sereno	calmo	22 0	9 8
Cuneo	sereno	—	23 7	12 8
Torino	sereno	—	21 2	9 9
Alessandria	sereno	—	23 0	8 6
Novara	sereno	—	25 0	10 0
Domodossola	sereno	—	23 9	5 6
Pavia	sereno	—	22 6	6 1
Milano	sereno	—	24 5	10 3
Como	sereno	—	24 1	9 3
Sondrio	sereno	—	22 1	7 2
Bergamo	sereno	—	19 1	9 8
Brescia	sereno	—	19 7	8 9
Cremona	sereno	—	21 7	9 9
Mantova	sereno	—	18 8	9 0
Verona	sereno	—	20 6	8 7
Belluno	sereno	—	17 5	5 1
Udine	sereno	—	18 8	7 5
Treviso	sereno	—	18 8	7 8
Venezia	sereno	calmo	16 0	9 4
Padova	sereno	—	16 7	8 1
Rovigo	—	—	—	—
Piacenza	nebbioso	—	20 8	8 9
Parma	sereno	—	20 3	9 7
Reggio Emilia	1/2 coperto	—	19 3	8 4
Modena	nebbioso	—	18 6	7 4
Ferrara	sereno	—	19 0	8 1
Bologna	sereno	—	18 7	10 5
Ravenna	sereno	—	17 4	7 4
Forlì	sereno	—	20 4	8 8
Pesaro	sereno	calmo	19 8	10 2
Ancona	sereno	calmo	20 0	10 0
Urbino	sereno	—	18 1	11 6
Macerata	—	—	—	—
Ascoli Piceno	—	—	—	—
Perugia	sereno	—	20 5	7 3
Camerino	sereno	—	18 9	11 5
Lucca	sereno	—	19 2	7 9
Pisa	sereno	—	20 4	7 2
Livorno	sereno	calmo	18 8	8 5
Firenze	sereno	—	21 8	7 3
Arezzo	sereno	—	21 3	6 1
Siena	sereno	—	20 0	8 8
Grosseto	3/4 coperto	—	20 5	7 8
Roma	sereno	—	19 8	7 9
Teramo	sereno	—	21 2	11 8
Chieti	sereno	—	18 0	10 8
Aquila	sereno	—	12 4	8 3
Agnone	sereno	—	16 7	7 8
Foggia	sereno	—	20 0	10 7
Bari	sereno	calmo	16 0	7 0
Lecce	sereno	—	17 1	8 9
Caserta	sereno	—	20 3	9 0
Napoli	coperto	calmo	17 0	11 4
Benevento	coperto	—	21 8	8 6
Avellino	—	—	—	—
Caggiano	sereno	—	15 4	6 6
Potenza	1/4 coperto	—	15 4	6 6
Cosenza	sereno	—	19 5	10 5
Tiriolo	nebbioso	—	18 9	5 7
Reggio Calabria	—	—	—	—
Trapani	sereno	calmo	18 4	11 0
Palermo	sereno	calmo	21 6	6 5
Porto Empedocle	sereno	mosso	17 1	11 5
Caltanissetta	sereno	—	16 4	9 5
Messina	sereno	calmo	18 1	11 5
Catania	sereno	calmo	19 0	10 3
Siracusa	sereno	legg. mosso	18 2	9 0
Cagliari	sereno	mosso	20 0	9 0
Sassari	sereno	—	17 4	9 9

Direttore G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile.*